

BUREAU D'INFORMATIONS POLONAISES
23, rue Taitbout - Paris 9° -

LA SITUATION DANS LE PARTI
et
DANS LE PAYS

Rapport de Wladyslaw GOMULKA
présenté à la Xème Session Plénière
du Comité Central du Parti Ouvrier
Unifié Polonais
(24/26 Octobre 1957)

REPRODUCTION AUTORISEE

Au cours de la IXème Session Plénière du Comité Central nous avons adopté une décision fixant pour le mois de décembre la convocation du Congrès du Parti. Le Bureau Politique soumet à la présente session plénière une motion proposant d'étudier cette décision et de reporter la tenue du Congrès à une date ultérieure. Cette motion nous est dictée avant tout par la situation dans le Parti.

La situation dans le parti a-t-elle tellement changé au cours des cinq derniers mois qui ont suivi la IXème session plénière, qu'il nous faille différer la tenue du Congrès du Parti ?

A vrai dire, après la IXème session plénière, la situation dans le parti n'a pas changé en principe et c'est précisément pour cela qu'il nous faut différer le Congrès. Si, à la IXème session plénière, nous avons déposé une motion fixant pour le mois de décembre la convocation du congrès, c'est parce que nous étions convaincus qu'à la suite des résolutions adoptées par la session plénière, la situation dans le parti s'améliorerait sensiblement jusqu'au Congrès et que cela permettrait de convoquer un congrès du parti consolidé. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. C'est pourquoi nous déposons une motion qui propose d'ajourner le Congrès. Ce faisant, nous obéissons aussi à d'autres raisons qui seront exposées dans le présent rapport.

Le Congrès du Parti doit être un événement créateur dans la vie du pays. Les membres du Parti, la classe ouvrière et toute la société y attachent une grande importance. Le Congrès du Parti ne pourra réaliser au mieux ses tâches que lorsque tout le Parti, toutes les organisations du Parti auront liquidé les causes de l'actuel affaiblissement du Parti. Malgré les indications et les résolutions de la IXème session plénière, ces causes n'ont pas été liquidées jusqu'à présent.

Les résolutions de la IXème session plénière étaient justes et elles ont été adoptées avec satisfaction par l'énorme majorité du Parti. Si elles ont partiellement amélioré la situation dans le Parti, elles ne l'ont pas modifiée radicalement. Dans notre situation concrète, alors que dans le Parti agissent diverses forces s'opposant à sa politique, il ne suffit plus d'adopter de justes résolutions et de les faire appuyer par la majorité des membres du Parti. En effet, trop de forces saines du Parti s'usent à s'opposer aux éléments introduisant le trouble dans l'idéologie, le moral et l'organisation, pour que de justes résolutions puissent être réalisées conséquemment.

Nous ne doutons pas que même dans la situation présente dans le Parti, alors qu'agissent en son sein des cercles révisionnistes, des groupes sectaires et dogmatiques et qu'à leurs côtés des personnes fortuites freinent la politique du Parti, l'énorme majorité des délégués constituerait, malgré cela, des cadres militants

attachés fermement aux principes du marxisme-léninisme, dévoués à la cause du socialisme et appuyant en toute conviction l'actuelle ligne du Parti.

Mais pour le Parti, s'agit-il seulement de cela lorsqu'il se prépare au Congrès auquel sont rattachés tant d'espoirs ? Certainement pas.

Le problème du congrès, ce n'est pas seulement la question du choix approprié des délégués. Il s'agit aussi de ce que la discussion préalable se concentre autour des grands problèmes constructifs, et qui devraient être l'objet des débats du congrès.

Il s'agit que, au lendemain du Congrès, le Parti soit apte à rassembler ses forces pour la réalisation de ses résolutions. Or, pour remplir ces conditions, il faut que, dans la période précédant le Congrès, le Parti surmonte ses maux, s'épure des forces étrangères idéologiquement et moralement et réalise l'unité idéologique indispensable, sur la base de la politique du Parti élaborée aux VIIIème et IXème sessions plénières.

Les préparatifs au Congrès ne peuvent se dérouler dans une atmosphère de discussions relatives aux nombreux doutes qui travaillent divers philosophes bourgeois et social-démocrates quant à la possibilité de l'édification du socialisme en Pologne et dans d'autres pays. Dans la discussion précédant le Congrès, on peut et on doit discuter des formes d'application pratique des principes de l'internationalisme prolétarien, mais la discussion ne doit pas être menée à partir de la thèse absurde relative à la "situation géographique de la Pologne."

De nombreux problèmes se posent au le Congrès et qu'il convient de résoudre. Pour que celui-ci puisse les résoudre comme il convient, il devrait être le Congrès d'un Parti dont tous les chaînons seraient capables de réaliser correctement ses résolutions. D'où la conclusion : il faut changer d'abord la situation dans le Parti, et convoquer ensuite le Congrès.

LA SITUATION DANS LE PARTI

Etant donné l'actuelle situation dans le Parti et la nécessité absolue de la modifier, il convient de rappeler à tous les membres du Parti, aux permanents en particulier, certains axiomes essentiels, certaines vérités inmuables. Nombre d'entre eux ont, en effet, oublié les principes les plus fondamentaux qui conditionnent l'édification du socialisme. Dans le tourbillon des événements, certains bons militants du socialisme et certains vétérans expérimentés du Parti ont même perdu pied.

Notre Parti, à l'instar des autres partis marxistes-léninistes, peut et doit perfectionner systématiquement son activité, en écarter toutes les lacunes et erreurs décelées. Il peut, lorsque la nécessité ^{car} impose, modifier sa ligne politique. C'est ce qu'il a fait à la VIIIème session plénière. Ce faisant, le Parti doit s'inspirer d'un principe essentiel, inclus dans le programme, à savoir que tous les changements réalisés devraient servir la cause de la consolidation du socialisme. Ce principe essentiel et intangible doit demeurer à la base de toute initiative de la part du Parti, il réside également à la base des résolutions des VIIIème et IXème sessions plénières. Le socialisme, c'est notre but; l'édification du socialisme, c'est notre tâche quotidienne.

Il semble qu'à ce sujet, personne n'a jamais pu avoir aucun doute. Néanmoins, il est nécessaire de rappeler ce but idéologique du Parti, car certains de ses membres, dans leur activité quotidienne, semblent l'oublier.

Il n'y a sûrement aucun militant, et il serait difficile de trouver un membre du Parti qui ne connaisse cette vérité élémentaire, selon laquelle le Parti ouvrier marxiste-léniniste est le dirigeant de l'édification du socialisme. Chacun connaît - il en a été largement question à la IXème session plénière - les principes fondamentaux d'organisation du Parti, principes du centralisme démocratique. La caractéristique essentielle du fonctionnement régulier du centralisme démocratique est l'unité d'action du Parti. L'unité du Parti, la concentration à la fois de sa volonté homogène et de son effort uni pour la réalisation des buts fixés, sont les conditions indispensables et les plus importantes de l'exercice par le Parti de ^{son} rôle dirigeant dans l'édification du socialisme; c'est généralement la condition de l'édification du socialisme.

Je ne découvre aucune vérité nouvelle. Je répète des vérités connues de tous. Je rappelle des axiomes. Je le fais pour la raison que l'activité de nombreux membres du Parti et même des différents rouages d'organisation du Parti se détournent souvent de ces principes.

Causes principales de faiblesse

Comme l'unité d'action de notre Parti a été sérieusement affaiblie, il ne peut remplir dûment ses fonctions dirigeantes dans l'édification du socialisme en Pologne. Il est grand temps d'y mettre un terme.

L'affaiblissement de l'unité intérieure du Parti et l'affaiblissement de l'unité d'action - ce sont-là les causes principales de la faiblesse du Parti. Quelle en est la raison ? Qui viole les

principes du centralisme démocratique et par là-même prive le Parti de sa principale source de force, et pourquoi ?

„ la IXème session plénière, nous avons exposé assez amplement la situation dans le Parti et nous nous étions efforcés d'expliquer les raisons qui ont abouti à cet état de choses. En même temps, la IXème session plénière avait indiqué ce qu'il convenait de faire pour que le Parti surmonte sa sérieuse faiblesse. Si les indications et les résolutions de la IXème session plénière avaient trouvé leur application dans la pratique, si tout l'actif du Parti les avaient reconnues pour siennes et s'il s'y était conformé, la présente session plénière aurait pu certainement délibérer sur le Congrès du Parti. Etant donné qu'il n'en a pas été ainsi, nous devons aujourd'hui soulever à nouveau des problèmes qui, ainsi que l'a démontré l'expérience, n'ont pas été résolus en entier et jusqu'au bout par la IXème session.

L'affaiblissement de l'unité d'action du Parti provient avant tout du trouble idéologique qui sévit au sein d'une fraction importante des militants du Parti à tous les échelons. Ce trouble a été introduit dans le Parti par différentes catégories de révisiennistes et de liquidateurs en un moment où, luttant de concert avec tout le mouvement ouvrier international contre les erreurs du passé commises par notre Parti lui-même, il modelait sa nouvelle ligne politique.

Il ne fait pas de doute que le dogmatisme et le sectarisme furent l'aliment qui a favorisé et qui favorise toujours le vaste développement du révisionnisme. Dans nos rangs, il y avait et il existe toujours des camarades qui parfois, dans le secret de leur âme, considéraient et considèrent que les révisionnistes contribuent à la liquidation du dogmatisme. Un tel point de vue est faux. La grippe, même dans ses manifestations les plus sérieuses, ne se soigne pas avec la tuberculose. Le dogmatisme ne se soigne pas avec le révisionnisme. La tuberculose révisionniste ne peut que renforcer la grippe dogmatique. Si notre Parti a rejeté le dogmatisme et le sectarisme, le mérite n'en revient pas aux révisionnistes. Le Parti est parvenu à ceci par sa propre pensée marxiste-léniniste. En outre, le révisionnisme qui s'est épanoui à partir du dogmatisme, non seulement ne l'attaque pas, mais constitue par lui-même un sol magnifique pour la culture du dogmatisme. La composition des forces dans notre Parti démontre clairement que la lutte efficace contre le révisionnisme facilite considérablement la victoire sur le dogmatisme.

Il faut avant tout
porter un coup au révisionnisme
et aux liquidateurs

En luttant pour assainir le Parti de ces deux maux, il convient de porter avant tout un coup à la source principale de sa faiblesse : au révisionnisme et aux liquidateurs.

Nous n'avons plus le droit de tolérer le trouble idéologique dans le Parti. Jusqu'à présent, nous n'avons pas recommandé fermement aux instances du Parti de prendre les mesures d'ordre politique et d'organisation qui s'imposent contre toute activité non conforme à la ligne du Parti. Nous partions du principe selon lequel il fallait accorder un certain temps à tous les membres du Parti pour qu'ils puissent " revenir à eux " après le choc que notre Parti et le mouvement ouvrier international avaient subi au cours des derniers 18 mois. Il semble que ce laps de temps est suffisant pour retrouver l'équilibre. De toute façon, le Parti ne peut plus patienter et tolérer de la part de ses membres une activité contraire ou non-conforme aux résolutions et à la position des plus hautes instances du Parti. Le Comité Central devrait adresser à toutes les instances du Parti une nette directive relative à la destitution de ce genre d'adhérents des postes responsables et, en cas de besoin, à leur exclusion des rangs du Parti.

Le trouble idéologique désagrège l'unité d'organisation du Parti. Dans l'actuel état de choses, le Parti n'est que formellement homogène du point de vue de l'organisation. En fait, deux ailes se manifestent au sein du Parti qui, d'une façon plus ou moins nette, s'opposent à la ligne du Parti et sabotent les résolutions des instances supérieures. A vrai dire, ni l'une ni l'autre de ces ailes n'ont revêtu les formes d'organisation de fractions, mais ce fait n'influe en rien sur l'étendue des dommages qu'elles causent dans le Parti en menant, sous des formes diverses, une activité de groupe. Je dirais même qu'il est plus facile de lutter contre une fraction qui expose son programme d'action au grand jour que contre un groupe informel, non-organisé formellement et qui le plus souvent s'efforce de se retrancher derrière la ligne du Parti et exerce en même temps sa propre politique.

Un tel état de choses introduit dans les rangs du Parti le désarroi, la confusion. Cela entraîne toute une suite de conséquences négatives.

L'édification du socialisme exige une direction plus énergique et et non moins que partout autre édification. Qu'advierait-il si les constructeurs principaux d'un quelconque objectif, architectes, ingénieurs et constructeurs, entreprenaient de modifier chacun selon son idée et ses principes, les plans et les dessins déjà élaborés et adoptés de l'objectif en construction, si chacun d'eux donnait ses propres ordres et instructions aux ouvriers, contre-maîtres et techniciens ? En réalité, cela est impossible. Les bâtisseurs de maisons ou de fabriques sont des hommes stricts et pratiques. Ils savent bien que l'édifice s'effondrerait si chacun d'eux essayait de le construire à sa manière. Or, dans notre Parti, il y a des " raisonneurs " qui croient que l'on peut édifier le socialisme en Pologne de cette façon.

Avant la VIIIème session plénière, parmi l'actif du Parti et au sein de la direction, des controverses et des discussions connues de tous se sont déroulées. L'unité d'action du Parti a été suspendue. La VIIIème session plénière a résolu ces différends. Les anciennes erreurs et les principes fallacieux qui caractérisaient la politique du Parti, ont été éliminés par cette session. Les conditions ont été créées pour la restitution de l'unité d'action du Parti sur la base des résolutions de la VIIIème session plénière, et tous les ont formellement adoptées et reconnues comme justes. Elles ont seulement été critiquées par un petit nombre de personnes appartenant à ce qu'on nomme l'aile conservatrice du Parti. L'autre aile qui attaquait souvent, à partir d'une fausse position, l'ancienne ligne du Parti, a adopté les résolutions de la VIIIème session plénière, sans réserves apparentes. Toutefois, l'image réelle est tout autre. Se gardant de critiquer ces résolutions et reconnaissant formellement la nouvelle direction du parti, il a été décidé de développer l'offensive qui, en fait, était dirigée contre les résolutions de la VIIIème session plénière et contre la direction du Parti. Ils n'ont pas renoncé à cette voie, même après la IXème session plénière.

Le processus de l'évolution confirme cette aile dans sa position révisionniste. Se sont détachés de cette aile et revenus sur les positions du Parti ceux des camarades qui ont remarqué que le révisionnisme aboutit en réalité non à la liquidation des erreurs dans le système socialiste, mais en fait à sa liquidation. Il ne fait pas de doute que ce processus de rupture avec l'aile révisionniste continuera à se développer.

Les révisionnistes sont conscients du fait que leur activité est contraire aux résolutions des VIIIème et IXème sessions plénières. Ils ne s'efforcent même pas de se référer à ces résolutions, car ils ne trouvent pas en elles de justification à leur activité. Cependant ils ne veulent pas abandonner l'étiquette du Parti. Aussi s'évertuent-ils à dissimuler leur néfaste activité derrière le paravent de " l'Octobre ". " L'Octobre en danger ", le " Parti s'écarte de l'Octobre ", " Défendons l'Octobre polonais ", tels sont les appels de ces personnes qui se sont écartées de la ligne

du Parti ou qui ne l'ont jamais reconnue. Pour le Parti " L'Octobre " signifie la même chose que ^{les} résolutions de la VIIIème session plénière. Dans l'esprit des révisionnistes, la VIIIème session plénière et "l'Octobre " - ce sont deux notions différentes. Sous le mot-d'ordre hypocrite de la défense de l'"Octobre", les révisionnistes violent et attaquent les résolutions de la VIIIème session plénière. Pour eux "l'Octobre" signifie : continuer leur propre ligne politique, faire éclater le Parti, attaquer le pouvoir populaire, propager le défaitisme et saper le régime socialiste. De tels phénomènes se sont manifestés aussi en Octobre. Le courant d'octobre qui fut propre, socialiste et émanant du Parti a mis également à jour l'écume réactionnaire. A ses côtés, sur la même vague déferlait le révisionnisme. Les révisionnistes appellent " Octobre " tout ce que l'on met sur son dos. Leur défense d'Octobre c'est la défense de ceux qui n'ont de commun avec lui que le fait qu'ils se sont assis sur son échine pour le briser.

Cette aile, que je définis de révisionniste ne se compose pas le moins du monde de seuls révisionnistes. Au sens strict de ce mot, le petit groupe de révisionnistes n'est pas in ortant. Toutefois, les conséquences de son activité sont dangereuses dans une large mesure. En effet, les révisionnistes profitaient et profitent encore partiellement des divers moyens de propagande, surtout des colonnes d'une partie de la presse et de certaines revues. " Po Prostu " était l'hebdomadaire le plus représentatif de l'aile révisionniste.

La terminologie : " aile révisionniste " est très imprécise, Elle n'est juste que dans la mesure où elle comptait en son sein des révisionnistes au sens strict du mot. Il en a été question à la IXème session plénière. Ce sont eux aussi les auteurs du trouble idéologique dans le Parti. Ce sont eux qui ont mis en doute l'édification du socialisme non seulement en Pologne, mais dans tous les pays socialistes en général. D'un seul trait de plume, ils biffent toute l'histoire, toutes les réalisations du socialisme à partir de la Révolution d'Octobre en Russie. Des adversaires dissimulés se sont placés à leurs côtés. Ce sont des personnes qui ont adhéré au Parti par calcul. On ne peut pas qualifier cette catégorie de personnes du nom de révisionnistes, puisqu'elles n'ont jamais cru en l'idée du socialisme. Elles ont adhéré seulement ouvertement à la position négative, créée par les révisionnistes, position sous laquelle elles se sont toujours camouflées.

Pour les uns et pour les autres, il ne saurait y avoir de place dans le Parti.

Il existe, en outre, une troisième catégorie qu'il est difficile de rattacher à l'aile révisionniste dans le Parti et dont toutefois on ne peut pas dire qu'elle applique la ligne du Parti. Il s'agit de membres du Parti qui ont succombé au révisionnisme, qui restent sous son influence et qui adoptent une attitude hésitante

envers la ligne du Parti. Ils constituent la périphérie de l'aile révisionniste. Le Parti doit lutter pour récupérer ces membres.

Saper la foi dans le socialisme
tel est le but des révisionnistes

En quoi consiste le trouble idéologique introduit dans le Parti par les révisionnistes ?

Ces derniers n'auraient jamais réussi à introduire le trouble idéologique dans le Parti s'ils avaient soumis un programme positif, s'ils avaient formulé ouvertement ce qu'ils désiraient. À ce moment-là, la situation aurait été claire pour tous, ce programme aurait pu être ou adopté ou rejeté. Cependant, les révisionnistes n'en font rien. Ils ne présentent pas de programme positif. Ils n'opèrent qu'au moyen de la négation et de la critique stérile. Ils ne disent pas ce qu'ils veulent et ils limitent tout leur programme à ce qu'ils ne veulent pas. Critiquant l'édification du socialisme, indiquant parfois justement les erreurs qui ont été commises dans cette oeuvre, ils ne disent jamais ce qu'il convient de faire pour mieux construire le socialisme, par contre, ils ramènent toujours le problème à la question de savoir si l'on peut construire le socialisme, si tout ce que la Pologne et les autres pays socialistes ont réalisé est, d'une façon générale, du socialisme. En effet, le socialisme tel que se l'imaginent les révisionnistes ne ressemble pas au socialisme édifié par le Parti et par des millions de personnes. Leur socialisme, c'est une sorte de mirage, des feux follets.

Entre l'illusion et la réalité il ne peut donc y avoir d'analogie. Mais le trouble idéologique introduit dans le Parti par la critique révisionniste du socialisme demeure. Les membres du Parti qui lisent leur critique commencent à douter de la justesse du travail qu'ils ont réalisé jusqu'à présent et de leur lutte pour le socialisme de la justesse de la ligne politique du Parti. Leur claire attitude idéologique est troublée. Lorsque le socialisme est critiqué et combattu par leurs ennemis déclarés, les partis bourgeois et leurs porte-parole, les membres du Parti ne le prennent pas à coeur. Il est difficile d'exiger et de supposer que les ennemis du socialisme vantent le socialisme. Mais lorsque les révisionnistes, membres du Parti, commencent à parler le même langage, lorsqu'ils s'attaquent à l'édification du socialisme, soi-disant pour le défendre, pour l'amender, ou sous prétexte d'un quelconque nouveau socialisme - un membre du Parti moins expérimenté commence à douter de ce en quoi il avait cru, de tout ce qu'il a fait jusqu'à présent. Il commence à douter du socialisme.

Les membres du Parti qui se sont laissés gagner par ce doute ne savent pas comment ils doivent travailler. Cela, ils ne le trouvent pas dans les articles des révisionnistes ou les autres critiques stériles du socialisme. Et ils ne le trouveront jamais.

Ces critiques se sont posées, en effet, un autre but : susciter la désillusion, saper la foi en le socialisme, dans le Parti, la classe ouvrière et dans le peuple. A quoi doit servir cette action néfaste ? Ils ne le disent pas. Ils n'ont pas le courage de lever leur masque politique. Cependant, il est aisé de deviner ce à quoi ils tendent.

L'aile révisionniste doit être détachée du Parti. Avec de tels éléments le Parti, la Pologne Populaire et le socialisme ne pourraient que courir à leur perte. Or, nous ne le voulons pas. Avec nous, s'y opposent également la classe ouvrière et les millions de travailleurs dans les villes et les campagnes.

Nous liquiderons toute manifestation anti-parti partant des points de vue du dogmatisme

Nous ne voulons dans le Parti aucune aile, aucun groupe. Le Parti doit être homogène. Avec une égale fermeté nous liquiderons toute manifestation, organisée et individuelle, toute activité anti-parti menée à partir des points de vue du dogmatisme. Quiconque frappe le Parti en cachette, en secret, publie ou colporte des pamphlets, sape son unité, paralyse son activité, celui-là cesse d'être un communiste même s'il compte à son actif de longues années dans le Parti. Pour ce genre de personnes, il ne peut y avoir non plus de place dans le Parti.

Parmi les partisans du dogmatisme et du sectarisme, se trouvent aussi des personnes qui rejettent tous les changements intervenus au cours des dernières années dans le mouvement ouvrier international. Le XXème Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique qui a ouvert des perspectives nouvelles et si larges devant le socialisme, est même qualifié par eux de " grand malheur " pour le mouvement ouvrier. Par une telle attitude ils causent un grand préjudice à la cause de l'internationalisme et aux relations internationales de notre Parti.

Même ceux qui ne vont pas si loin causent un préjudice à l'activité de notre Parti en portant atteinte constamment et d'une façon pernicieuse, à la nouvelle politique du Parti et à son autorité, en démobilisant les forces de l'actif du Parti devant ces tâches difficiles qui ne peuvent être réalisées que sur la voie de cette nouvelle politique.

Par-dessus tout cependant, cette attitude dogmatique et sectaire, le regret des anciennes méthodes, ne peuvent que détacher le Parti des larges masses laborieuses ; objectivement ils font le jeu des ennemis du socialisme.

À la IXème session plénière, nous avons indiqué déjà qu'il ne fallait pas identifier les adversaires actifs et incorrigibles de la ligne politique du Parti à ces cercles de l'actif du Parti qui sont désorientés et qui succombent aux habitudes conservatistes dans leurs activités. Il convient d'écarter les premiers du Parti et ce n'est qu'alors que la rééducation des seconds se développera plus rapidement, plus favorablement.

Aboutir à la consolidation du Parti sur la base des résolutions des VIIIème et IXème sessions plénières est la raison essentielle qui inspire le Bureau Politique lorsqu'il soumet au Comité Central une notion proposant de différer le Congrès du Parti.

Cependant, ces causes sont plus nombreuses.

Le Parti marxiste-léniniste doit être le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. Notre Parti pris dans son ensemble et en tant que somme de toutes ses organisations, a perdu bon nombre de ces qualités d'une formation d'avant-garde.

Il s'est confondu partiellement avec la masse des sans-parti.

Cela est dû à de nombreuses causes. La plus importante est, dans nos conditions, la question de la croissance numérique rapide du Parti. Cela peut sembler un paradoxe, mais il est un fait que la raison de la faiblesse d'un bon nombre de nos organisations du Parti est le grand pourcentage de membres du Parti par rapport à l'ensemble des travailleurs employés dans une entreprise ou institution données. Plus précisément, il ne s'agit pas tant de la question numérique du Parti que de la qualité politique et idéologique de ses membres. Cette qualité, provenant de la quantité, est la cause des nombreuses faiblesses des rouages du Parti, et par conséquent du Parti lui-même.

Selon les statistiques, notre Parti compte environ 1.300.000 membres. Si nous en avons la moitié constitués de membres conscients, combattifs, dévoués entièrement à la cause du Parti, celui-ci serait une grande force dans le pays. L'Océan le plus profond des difficultés n'atteindrait alors qu'au genou. En fait, malgré ce chiffre élevé, la vague des difficultés nous monte parfois jusqu'à la gorge.

Trois groupes de membres du Parti

Nous connaissons tous les raisons de l'accroissement numérique du Parti. Nous savons que le chiffre actuel des membres du Parti est avant tout le résultat de la réunification en 1948 de deux partis : du Parti Ouvrier Polonais et du Parti Socialiste Polonais. Nous savons qu'avant l'unification, les deux partis rivalisaient quant au

nombre d'adhérents; nous savons que cette rivalité voilait un peu le critère relatif au choix des adhérents. Ces critères étaient du reste différents dans les deux partis. Il ne s'agit pas aujourd'hui d'analyser les raisons de l'accroissement numérique du Parti. Il faut par contre procéder à l'analyse qualitative des membres du Parti. À ce point de vue, on peut les diviser en quelque sorte en trois groupes.

Le Premier groupe compte des communistes conscients de leur but, indépendamment du fait qu'ils proviennent du Parti Communiste Polonais, du Parti Ouvrier Polonais ou bien du Parti Socialiste Polonais; des membres du Parti liés profondément par la pensée et le sentiment à l'idée du socialisme et qui consacrent toutes leurs forces à la réalisation de cette idée; ce sont des personnes disciplinées et se tenant toujours à la disposition du Parti. Les travailleurs en constituent la majorité écrasante.

Ce groupe ne peut être identifié à la notion d'actif du Parti. Numériquement il dépasse, en effet, de beaucoup cette partie des membres du Parti qui dans la terminologie de parti est dénommée " actif ".

Le second groupe compte des membres du Parti qui appuient le socialisme par le sentiment et par le raisonnement. Ils en donnent précisément l'expression par leur appartenance au Parti, en quelque sorte par le paiement de leurs cotisations. Ils viennent habituellement aux réunions de parti, ils appliquent ses décisions le plus souvent, dans la mesure où elles ne requièrent pas de leur part un net engagement personnel quant il s'agit de les exécuter, ils n'hésitent pas à consacrer un peu de leur temps au Parti, en particulier dans l'organisation d'actions massives, etc... Ce sont des membres positifs, bien que trop peu entreprenants et actifs.

Le troisième groupe concerne des personnes qui sont entrées au Parti par calcul personnel. Le socialisme, le plus souvent, leur est indifférent: il peut exister, comme il peut ne pas exister. Ils ont adhéré avant tout parce qu'ils escomptaient que leur appartenance au Parti leur apporterait des avantages personnels, ou tout simplement parce qu'ils considèrent la carte du Parti comme une police d'assurance. On ne peut les utiliser à aucun travail. En principe, ils ne viennent pas aux réunions du Parti; jadis, lorsqu'ils y étaient obligés, ils payaient leurs cotisations; actuellement, ils ne les acquittent pas le plus souvent.

Ce groupe est le boulet aux pieds du Parti. Il constitue un fardeau inutile et néfaste. Le travail et les efforts des comités de parti pour rendre ce groupe actif sont vains, infructueux. Dans le meilleur des cas, ils ne parviennent qu'à faire venir ce genre d'adhérents aux réunions et à les faire payer leurs

cotisations. Ce groupe constitue au sein du Parti une pépinière de passivité et d'indifférence. Il contamine et influence négativement même sur les bons membres du Parti.

Ce groupe est numériquement important.

Les trois groupes énumérés ci-dessus constituent en principe toute la totalité des membres du Parti. Il est impossible de déterminer les lignes exactes de partage entre les différents groupes. La division sus-mentionnée a plutôt une signification abstraite qu'une signification de fait. Au surplus, le Parti ne divise pas ses adhérents en groupes. L'utilité pratique d'un membre donné du Parti doit être appréciée individuellement, sans qu'il soit inclus dans le cadre d'un groupe déterminé. La notion de la division des membres du Parti en trois groupes n'a été établie qu'aux fins d'une meilleure représentation de l'aspect qualitatif du Parti.

Le troisième groupe devrait en principe quitter le Parti. En particulier, il faut mettre à même les travailleurs intellectuels de ce groupe de quitter le Parti.

Au surplus, le Parti compte une catégorie spéciale de personnes particulièrement indésirables. Ce sont les éléments troubles, démagogues, hypocrites, ayant une attitude négative à l'égard du socialisme et des directives du Parti. Ces derniers temps, nous avons même noté des faits d'organisations de grèves et de la formulation de revendications démagogiques par ce genre d'adhérents. Ce sont également des conservateurs convaincus exerçant une activité contraire à la politique du Parti; ce sont enfin divers types de combinateurs ou carrément des éléments criminels et qui parfois font même preuve d'une grande activité et d'un grand zèle pour mieux se dissimuler. Il faut s'occuper plus sérieusement de cette dernière variante des éléments qui causent les plus grands dommages au sein du Parti.

Luttons énergiquement
contre la corruption et les abus

Notre Parti est la force dirigeante du pouvoir populaire. En fait, c'est nous, c'est notre Parti qui portons la responsabilité de tout ce qui se passe dans le pays. Il ne peut en être autrement. En vérité, nous ne sommes pas l'unique parti gouvernant le pays. A côté de nous et avec nous coopèrent à l'administration du pays le Parti Paysan Unifié et le Parti Démocrate. La responsabilité est par conséquent plus large. La réalité des choses fait que notre Parti n'est pas seulement un parti co-gouvernant, mais aussi un parti dirigeant l'édification socialiste en Pologne. C'est pourquoi dans le bilan définitif de tout ce qui se passe dans notre pays

la responsabilité retombe sur notre Parti.

Notre Parti, le pouvoir populaire et le socialisme, sont jugés par la classe ouvrière et toute la société à travers le prisme de centaines et de milliers de phénomènes qui apparaissent à la surface de la vie du pays. Il est clair que l'appréciation négative ou positive entreprise par différents hommes est subordonnée à leur position de classe, est subordonnée au fait qu'un événement répond ou non à leurs intérêts. Par exemple, un spéculateur jugera négativement le pouvoir populaire pour toute mesure prise à l'encontre de la spéculation, alors qu'un travailleur considérera favorablement cette mesure. L'indulgence à l'égard de la spéculation est bien vue par les spéculateurs, mais par contre les travailleurs en éprouvent de la colère.

Comme on nous voit, on nous juge. On ne juge pas de la valeur du Parti, du pouvoir populaire et du socialisme sur la base de mots et de déclarations mais uniquement sur la base des faits, des phénomènes qui apparaissent dans la vie.

L'appareil administratif et économique de l'Etat est dirigé par nous ; de nombreux postes de la direction de cet appareil sont occupés par les membres de notre Parti. Dans cet organe législatif le plus élevé qu'est la Diète, les membres de notre Parti constituent la majorité. La société a toutes les raisons d'exiger de nous une lutte plus énergique contre la criminalité.

Il convient de considérer la question de la corruption et des abus divers, non seulement du point de vue des pertes matérielles que subissent l'Etat et la société, mais également du point de vue de sa grande signification politique pour la position de notre Parti dans la classe ouvrière et dans le peuple. Une condition importante de la consolidation de ces positions est de réaliser un tournant fondamental dans la lutte et la liquidation de la corruption et des abus. Nous devons traiter cette question en tant que lutte contre l'ennemi de classe. En effet, indépendamment de ces autres aspects, s'est en réalité un problème de classes. Que les malversateurs et les voleurs commettent des délits par double calcul, c'est-à-dire pour réaliser des avantages personnels et pour compromettre le pouvoir populaire, saper la confiance des masses à l'égard de notre Parti et du Socialisme (il y en a qui obéissent à ces mobiles) ou qu'ils soient animés seulement par le désir de réaliser des gains, les conséquences politiques de leurs délits sont identiques.

Les délits se manifestent à un degré plus ou moins important dans tous les domaines de la vie. Les malversations et les vols ont lieu particulièrement dans le commerce, dans les établissements gastronomiques, dans les Exploitations d'Agricoles d'Etat, dans l'appareil d'achat, dans

les établissements de vente en gros et dans les magasins. Le fléau du vol touche de nombreuses entreprises.

La classe ouvrière et toute la société exigent une lutte sévère contre ces phénomènes. Ce devoir incombe avant tout à notre Parti.

Personne ne peut nier que le Parti a mené constamment et que, dernièrement, il a renforcé la lutte contre les délits dans l'appareil d'Etat et économique ; cette lutte jouit de l'appui de la société et relève de l'autorité du Parti.

De nombreux faits portés à la connaissance de la direction du Parti prouvent, toutefois, que certains chaînons du Parti ne sont pas capables de mener une lutte efficace contre les délits et la corruption étant donné qu'ils ont succombé eux-mêmes, dans une certaine mesure, à la démoralisation. Les autorités supérieures du Parti et de l'Etat doivent débarrasser les chaînons qui leur sont subordonnés des éléments corrompus ou démoralisés. De bonnes et saines directions du Parti, de concert avec les organisations de base, sauront combattre efficacement tout abus dans l'administration et l'économie sur leur propre territoire. Ils sauront, à l'aide des organes de l'Etat, combattre efficacement la spéculation.

Dans de nombreux chaînons du Parti et parmi de nombreux membres du Parti occupant des postes responsables dans l'administration et l'économie nationale et coopérative, sévit l'indifférence, l'insensibilité à l'égard des divers délits. Cette " insensibilité " est un phénomène dangereux dans le Parti. Elle affaiblit le Parti, moralement, politiquement et idéologiquement. Elle le coupe des masses et elle rend son travail considérablement plus difficile.

Pour lutter efficacement contre la corruption et la spéculation, deux conditions sont indispensables :

- 1°) Renforcer les mesures administratives.
- 2°) Liquidier " l'insensibilité " dans de nombreux chaînons du Parti, ce qui est justement réclamé par les membres et les militants du Parti.

La presse a déjà parlé du renforcement des moyens administratifs et des préparatifs dans ce domaine. Je n'en parlerai donc pas ici. La réalisation de la seconde condition exige une action spéciale de la part du Parti.

Cette action a déjà commencé. Les éléments corrompus ou démoralisés sont écartés des rangs du Parti, les tribunaux s'occuperont des éléments ayant commis des abus et des délits. Pour des fautes moins graves les comités et les instances du Parti appliqueront des peines plus légères. Le principe qu'aucune faute

commise par un membre du Parti ne doit pas être tolérée, trouve son application de plus en plus large.

Il convient d'approfondir l'action de l'épuration du Parti, en faire un instrument de liquidation de "l'insensibilité" dans le Parti là où ce mal se manifeste. Les organisations du Parti devraient s'adresser à la Milice, au Parquet, à tous les organes de contrôle d'Etat, pour obtenir les noms des personnes contre lesquelles sont intentées ces enquêtes pour abus. Il convient de déceler parmi eux les membres du Parti. Sans attendre l'action en justice, les organisations de base du Parti devraient prendre des sanctions à l'égard des membres du Parti accusés d'abus ou d'autres délits. Les coupables doivent être exclus du Parti par une résolution adoptée par l'organisation de base. Ne doivent être soumises à la Commission de Contrôle du Parti que les questions exigeant une enquête.

Aux réunions des organisations de base du Parti, il convient aussi d'examiner les questions des sans-parti accusés d'abus et d'adopter également, à leur sujet, des résolutions appropriées.

La pratique démontre que la grande majorité des délits et des détournements est décelée par la milice et les organes d'Etat de contrôle. Par contre, la direction des entreprises et les offices centraux contribuent peu à cette action, bien que cela relève de leur devoir.

Le devoir des organisations de base du Parti consiste également à lutter contre les détournements et la corruption dans leurs propres établissements de travail.

La lutte contre les délits ne peut se réduire à épurer le Parti des éléments corrompus. Ce n'est pas dans le Parti que ces phénomènes se manifestent avec une force particulière, mais principalement en dehors de lui. Par conséquent, il ne faut pas permettre que l'arme levée pour lutter contre les délits se retourne contre le Parti et ses cadres pour la raison que dans ses rangs aussi se sont trouvés des hommes corrompus. Toutefois, les résultats de cette lutte dépendront, dans une grande mesure, de la façon dont elle sera dirigée par le Parti.

Pour mieux organiser et mener cette lutte, il sera nécessaire de constituer des groupes appropriés auprès des comités du Parti de voïévodie, de district et municipaux. La composition de ces groupes, l'étendue de leurs tâches et compétences, et les formes de leur action seront fixées par une instruction du secrétariat du Comité Central du Parti. L'actif central du Parti devrait leur accorder son aide.

Il faut débarrasser le Parti des éléments fortuits

Du tableau ci-dessus, il résulte qu'il est nécessaire d'assainir le Parti et de le débarrasser des éléments fortuits, du fardeau des éléments corrompus.

Il convient de procéder à la vérification de la qualité de membre du Parti avant le congrès, sans toutefois procéder au renouvellement des cartes. Une instruction à ce sujet est en voie d'élaboration.

En procédant à l'épuration des rangs du Parti, on ne peut omettre non plus les ivrognes invétérés et les aventuriers. De telles personnes compromettent le Parti et lui portent préjudice. Il serait bon que les comités du Parti s'adressent aux organes de la Milice pour l'obtention des noms des membres du Parti poursuivis pour ivrognerie et voie de fait sur la voie publique. Il faut examiner l'affaire de ces membres aux réunions de base ou à l'échelle des sections, et en tirer toutes les conséquences, allant même jusqu'à l'exclusion du Parti.

Le Parti doit épurer ses rangs de tout ce qui lui est étranger, qui lui cause préjudice, affaiblit sa cohésion, rend difficile son travail, sape la confiance dont il devrait jouir auprès de la classe ouvrière et du peuple. De plus, nous devons épurer le Parti des liquidateurs et des révisionnistes, des organisations fractionnelles, des activités de groupes s'opposant à la politique générale du Parti, en écarter les combineurs et éléments corrompus et démoralisés ; nous devons nous débarrasser des éléments étrangers à l'idéologie socialiste, libérer celle-ci des perturbateurs, des ivrognes invétérés, des aventuriers, ainsi que du pénible fardeau des éléments indifférents à l'égard du Parti et du socialisme.

Il convient de rétablir pleinement dans le parti le centralisme démocratique et les règles léninistes de la vie du Parti. Tout ceci renforcera le Parti en tant que détachement d'avant-garde et organisé de la classe ouvrière, renforcera et améliorera son rôle de dirigeant de l'édification du socialisme dans notre pays.

Comment doit être un membre du Parti

Le Parti est ce que sont ses organisations, et les organisations sont ce que sont leurs membres. Pour que le Parti, en tant que somme des organisations à différents échelons, soit à la hauteur de ses tâches, ses membres doivent se distinguer par des valeurs particulières.

Un membre du Parti doit être avant tout caractérisé par une profonde foi en la justesse et la victoire de la cause du socialisme, en tant que système social qu'il désire édifier avec le Parti et à travers lui.

Un membre du Parti doit être le co-créditeur conscient de la réalisation de l'idée du socialisme, et doit se souvenir que le socialisme, en tant que système de justice sociale, se modèle grâce à son propre travail et à sa propre lutte, grâce à sa participation personnelle et partielle à l'effort général du Parti dans la réalisation de l'édification du socialisme.

Un membre du Parti doit avoir un sens profond de la discipline du Parti et de sa responsabilité pour la réalisation des décisions du Parti. Dans son travail professionnel et social il doit agir conformément aux directives de la ligne générale du Parti.

Un membre du Parti doit se distinguer par de hautes valeurs morales, par une simplicité, une honnêteté dans les actes, par la véracité dans son activité de Parti et sociale et par l'exercice consciencieux de ses devoirs.

Un membre du Parti doit veiller à son bon renom dans la classe ouvrière et dans l'opinion publique, il doit avoir présent à l'esprit que sa bonne renommée relèvera l'autorité politique et morale du Parti.

Un membre du Parti, c'est un individu socialement conscient, au sentiment développé de son lien avec le Parti, la classe ouvrière, les travailleurs et toute la nation. L'intérêt personnel et l'égoïsme lui sont étrangers.

Un membre du Parti, c'est un combattant dévoué du socialisme, un homme qui entre au Parti sans calcul, sans espoir d'avantages personnels, mais par un besoin intérieur résultant de sa conscience que la lutte pour le socialisme est son but vital personnel, que c'est une lutte pour la justice sociale, le bien-être et la culture des masses laborieuses, pour le développement et l'épanouissement de son pays et de son peuple, pour la paix et la fraternité entre les peuples du monde.

Les critères spécifiées d'une façon générale, et qu'il conviendra d'appliquer au moment de la vérification de la qualité de membre du Parti, réduiront considérablement le nombre de ses adhérents. Le Parti ne peut qu'en profiter. Il deviendra plus efficace et il renforcera son autorité. Des hommes nouveaux et de valeur entreront dans ses rangs qui sont aujourd'hui repoussés du Parti précisément par ceux dont on veut se défaire.

Il convient aussi de s'attendre à ce qu'un certain nombre des adhérents du Parti, dont le cas ne sera pas examiné, ne voudra pas quitter le Parti lorsque le travail de ses organisations se ranimera. La passivité d'un grand nombre de membres du Parti ne provient pas toujours, en effet, de leur indifférence à l'égard du Parti, mais souvent de la passivité et de l'apathie des organisations du Parti, de leurs directions plus spécialement.

La motion relative à l'ajournement du Congrès du Parti est motivée également par le fait que les commissions élues au cours de la dernière session plénière pour l'élaboration des thèses et projets de résolutions du Congrès, en dehors de la Commission des Statuts, ne se sont pas acquittés, jusqu'à présent de leurs tâches.

Ces travaux n'en sont qu'à leur début. Les membres du Comité Central le savent bien, eux, qui principalement font partie de ces commissions. Même s'il n'y avait pas d'autres circonstances justifiant l'ajournement du Congrès, l'actuel état des travaux préparatoires rend impossible la convocation du congrès à la date fixée. L'ajournement du Congrès non seulement ne peut pas influencer sur l'affaiblissement du rythme des travaux des commissions mais il doit être le signal d'alarme pour l'accélération de ces travaux. Il convient de les achever au cours des deux prochains mois ou, au maximum, dans les trois mois à venir. Cela est lié étroitement à la désignation d'une nouvelle date pour la tenue du congrès.

LA SITUATION POLITIQUE DANS LE PAYS

Nous avons présenté un tableau de la situation dans le pays, et nous avons indiqué les moyens politiques et d'organisation à l'aide desquels cette situation doit s'améliorer.

Or quel est l'aspect de la situation politique dans le pays ?

Cela va sans dire que la confusion idéologique et le relâchement d'organisation dans le Parti influe défavorablement sur la conjoncture politique dans le pays. Il ne peut en être autrement.

Du caractère du Parti, en tant que dirigeant de l'édification du socialisme, il résulte logiquement qu'il est le principal facteur qui modèle la situation politique dans le pays.

Dans la période se situant entre les événements de Poznan et la VIIIème session plénière, le Parti a traversé la phase la plus aiguë de sa crise qui l'a touché bien avant les événements de Poznan. Cette crise a consisté en ce que le Parti s'était rendu compte qu'il ne pouvait plus suivre l'ancienne voie, et que la nouvelle n'était pas encore tracée. La faiblesse en matière d'organisation et la confusion politique ont atteint à ce moment-là leur point culminant.

Dans une telle situation l'atmosphère politique dans le pays, malgré les résolutions de la VIIème session plénière s'aggravait et menaçait d'éclater à tout moment. La Hongrie peut en servir d'exemple. Ce n'est que la VIIIème session plénière qui a écarté le danger d'une explosion. La classe ouvrière et les masses laborieuses ont adopté les solutions indiquées à la VIIIème session plénière pour résoudre la situation dans le cadre du socialisme.

L'attitude de la classe ouvrière pendant toute la durée de la crise qui a touché le Parti, ainsi que les résultats des élections à la Diète de Janvier, ont démontré que, dans l'esprit des masses laborieuses, le capitalisme, en tant que forme de régime, a été éliminé. Les masses ont exigé des changements dans le socialisme, l'application appropriée des principes de l'internationalisme prolétarien et non le remplacement du socialisme par le capitalisme. C'est la raison pour laquelle la 8ème session plénière a pu aplanir la tension, c'est pourquoi ces résolutions ont été adoptées non seulement par la classe ouvrière mais également par l'énorme majorité du peuple.

Extension des libertés démocratiques

La VIIIème session plénière a modifié la situation dans le pays. L'atmosphère politique s'est transformée. Dans la société, a disparu avant tout le sentiment de la peur. Aujourd'hui il n'y a pas en Pologne d'hommes qui respectant la loi éprouveraient de la crainte à l'égard du pouvoir populaire. La légalité socialiste est rigoureusement respectée. Les libertés démocratiques ont trouvé dans la vie publique leur large application, libertés délimitées par les nécessités de l'étape actuelle de l'édification du socialisme. Dans le cadre de ces libertés, chaque citoyen a le droit de bénéficier de la liberté de parole, et il en bénéficie; il peut se livrer à des activités politiques et sociales.

La vie politique est publique. La presse profite largement du droit de critiquer les autorités d'Etat. Dans la vie de l'Etat et du peuple la Diète a pris la place qui lui a été assignée par la

constitution de la République Populaire de Pologne.

Les organisations professionnelles, coopératives, sociales et culturelles bénéficient pleinement des droits démocratiques. Elles sont autonomes. Les directions et les instances de ces organisations sont choisies au moyen d'élections libres.

Les questions essentielles de la politique de l'Etat sont résolues par la voie de consultation et d'entente entre les partis, c'est-à-dire entre notre Parti, le Parti Paysan Unifié et le Parti Démocrate.

Nous avons créé une atmosphère favorable à la pleine normalisation des rapports entre l'Etat et l'Eglise et nous avons fait preuve de la meilleure volonté dans cette affaire.

Nous avons créé des conditions permettant de mener des activités publiques aux mouvements et groupements catholiques se prononçant en faveur d'une coopération harmonieuse entre croyants et non-croyants en vue du développement de la Pologne Populaire.

Nous avons largement ouvert la porte aux libertés démocratiques. Nous ne voudrions pas et nous n'avons pas l'intention de la refermer. Nous devons seulement y veiller mieux que jusqu'à présent. En effet, dans la période écoulée, des forces hostiles au socialisme ont réussi à traverser cette porte et à émerger à la surface de la vie politique du pays.

Dans les conditions de la Pologne qui n'en est qu'à sa première phase d'édification du socialisme, dans les conditions des difficultés économiques dans les conditions de l'absence de manifestations traditionnelles de discipline sociale chez notre peuple, et ce qui plus est, dans les conditions de lutte de classes qui, sous une forme plus ou moins aiguë, accompagne toujours la première phase de l'édification du socialisme, dans de telles conditions, les libertés démocratiques ne doivent pas servir les ennemis du socialisme. Les amis du socialisme également, les hommes de bonne volonté et de bonnes intentions doivent, dans ces conditions, savoir profiter raisonnablement des libertés afin de ne pas leur nuire.

La liberté de parole
ne doit pas être synonyme de la liberté de mentir

Quelle est la nature des activités dirigées contre le socialisme qui ont surgi à la surface de notre vie ?

Nous avons dit, à plusieurs reprises, que les changements introduits en Octobre 1956 par notre Parti, à la suite des résolutions de la VIIIème session plénière, n'ont pas été appuyés de la même façon par tous ceux qui les ont approuvés. Les uns ont appuyé

l'Octobre à partir des positions du socialisme, d'autres, par contre, se sont prononcés et continuent à se prononcer, soi-disant, en faveur de l'Octobre, pour la raison qu'ils l'ont considéré en tant qu'étape transitoire aboutissant à des changements anti-socialistes. Quels doivent être ces changements ? Certains éléments de ce second groupe n'en sont pas très bien conscients. Les uns aspirent consciemment à la restauration de la bourgeoisie, d'autres ne veulent même pas réfléchir à quoi aboutiraient ces changements. Le plus important pour eux est de rejeter l'Octobre des positions socialistes. Ce qu'il adviendra plus tard - on le verra bien !

Les forces qui se sont prononcées en faveur de l'Octobre à partir de positions anti-socialistes, ont développé une activité sous des formes diverses. Elles se sont manifestées également dans la presse et dans d'autres centres de propagande. Des articles propageant, sous des formes diverses, le désenchantement à l'égard du socialisme n'ont pas disparu des colonnes de certains journaux et périodiques. Malgré les changements que la VIIIème session plénière a introduits, ils ont présenté la réalité de notre vie sous les couleurs les plus noires, peignant, en même temps pour le lecteur la vie à l'Occident sous les couleurs les plus lumineuses, inoculant à la société le découragement à l'égard du socialisme. Dans le premier et dans le second cas on a eu recours au faux et au mensonge. Des personnes possédant la carte du Parti ont usé, à plus d'une reprise, de ces méthodes.

Par leur influence dans l'appareil de propagande, les milieux antisocialistes ont causé un grand préjudice à la formation de l'opinion publique. En minant la foi de la classe ouvrière et des masses laborieuses en le régime socialiste, ils se sont évertués en même temps sous des formes diverses, à saper le principe fondamental de la politique extérieure du Parti et du gouvernement, de l'alliance et l'amitié avec l'Union Soviétique. Sancer l'aversion à l'égard de l'Union Soviétique va dans le sens de l'objectif principal que se proposent ces milieux : éliminer la Pologne du camp des pays socialistes, relâcher les liens d'amitié polono-soviétiques et conférer à l'alliance polono-soviétique une signification purement formelle. Point n'est besoin de démontrer les préjudices que peut causer une telle propagande non seulement à la cause du socialisme, mais aussi à l'intérêt national et aux intérêts d'Etat de la Pologne. Le Parti doit mettre un terme à cette façon de saper constamment la ligne du Parti, à toutes ces manifestations d'activité nuisible émanant de certaines publications. La liberté de parole et les libertés démocratiques introduites par la VIIIème session plénière doivent servir à améliorer l'édification du socialisme et non à la calomnier et à la saper. La liberté de parole ne saurait signifier la liberté de mentir et de falsifier, ni la liberté de mener une propagande dirigée contre les intérêts vitaux de la Pologne.

Les tâches glorieuses de la presse

Nous n'embellissons pas notre réalité et nous ne voulons pas qu'elle soit embellie par les journalistes et les publicistes. Le Parti n'a besoin d'aucun bluff, ni de celui qui lui d'une blancheur de neige, ni de celui qui a l'éclat d'un noir d'ébène. Le devoir de la presse est de montrer la réalité telle qu'elle est. La presse a le droit de critiquer tous les faits négatifs intervenant dans la vie du pays. Nous exigeons seulement que la critique soit constructive, créatrice et positive, qu'elle facilite l'édification du socialisme et qu'elle ne lui porte pas atteinte. La presse a le droit de critiquer objectivement telle ou autre décision du pouvoir d'Etat y compris des services ministériels. Simultanément, la presse a le devoir d'aider les autorités d'Etat, de populariser la politique du Parti et du gouvernement. Nous contribuerons aux recherches de la presse en vue d'enrichir la théorie et la pratique de l'édification du socialisme, mais ces recherches ne doivent pas faire aboutir le Parti, le mouvement ouvrier et le socialisme aux manœuvres révisionnistes et liquidatrices. Nous serons reconnaissants à la presse pour toute initiative réaliste et créatrice entreprise dans tous les domaines.

Les rédacteurs, journalistes et publicistes doivent, dans leur tâche quotidienne, avoir présent à l'esprit, avant tout, que leur parole qui atteint le peuple tout entier par l'intermédiaire de la presse, doit servir à modeler et à consolider l'attitude socialiste de la société, à mobiliser toutes les forces créatrices du peuple pour appuyer activement la politique intérieure et extérieure du Parti et du gouvernement.

Telle est la tâche principale de la presse et de tous les organes de propagande. En suivant cette voie, la presse consolidera les positions du Parti de l'Octobre. " Les ceux qui parlent de " seconde étape " les colonnes de la presse doivent être fermées.

La VIIIème session plénière a ouvert devant le peuple de nouvelles perspectives créatrices de développement, elle a renforcé dans le peuple la foi en le socialisme qui avait été ébranlée par les erreurs de la période écoulée ; la politique du Parti a été approuvée par le peuple, néanmoins, les doutes et la perte de vue des perspectives n'ont pas été surmontés. Du reste, ils ne pourront être surmontés tant que ne sera pas éliminée la confusion idéologique dans le Parti.

Il est naturel que toutes erreurs commises dans la politique du Parti provoquent une recrudescence des forces réactionnaires. La VIIIème session plénière a clôturé, il est vrai, la période de la politique antérieure du Parti, mais la critique des erreurs dans le socialisme a renforcé l'activité des forces antisocialistes.

Le renforcement des éléments réactionnaires et antisocialistes se manifeste sous diverses formes et dans divers milieux. Ils se

sont manifestés au sein du Parti Paysan Unifié et du Parti Démocrate où ils n'ont point rencontré, jusqu'à il n'y a pas longtemps, une opposition efficace. Ils se sont manifestés au sein de l'Union des Combattants pour la Liberté et la Démocratie et parmi la jeunesse universitaire. Des symptômes d'activité antisocialiste se manifestent au sein de l'Union des Ecrivains et dans certains milieux intellectuels. Bien que les forces réactionnaires et antisocialistes mènent leur propre activité de division, celle-ci ne peut être sous-estimée, car faute de résistance de notre part, elle peut se transformer en une lutte accrue contre le socialisme, contre notre Parti et le pouvoir populaire.

Bien que les symptômes de désappointement et de découragement soient nourris par les forces antisocialistes, l'énorme majorité de la société est consciente cependant de la nécessité d'appuyer la politique du Parti et du gouvernement ; elle approuve le socialisme, et se rend compte qu'il correspond non seulement aux intérêts de classe des travailleurs, mais aussi à l'intérêt national de la Pologne. L'attitude résolument négative de la société envers les derniers excès de la part de certains milieux irresponsables de la jeunesse universitaire en est une preuve supplémentaire. Ces écarts ont été condamnés non seulement par la classe ouvrière mais aussi par l'énorme majorité du peuple. En principe, seule une partie de l'intelligentsia s'est efforcée de les justifier. Et lorsque sont descendus dans les rues de Varsovie des bandes de " hooligans " inspirées par l'influence idéologique des forces antisocialistes et réactionnaires et qu'elles ont commencé à troubler l'ordre public, elles ont été unanimement condamnées par toute la société, y compris par la jeunesse universitaire.

La situation politique dans le pays est caractérisée par le fait que le peuple, avec la classe ouvrière en tête, est conscient des avantages de la liberté nationale et individuelle qu'il a obtenus du fait du changement de la politique du Parti, changement opéré à la VIIIème session plénière ; c'est pourquoi il désire défendre cette politique.

La liquidation de tous les symptômes d'affaiblissement de la discipline sociale et de l'attitude idéologique et morale est liée le plus étroitement possible à la liquidation de la confusion idéologique dans le Parti, à l'amélioration de l'activité du Parti et du fonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat.

Situation Economique

La situation politique dans le Parti et dans le pays ne peut être détachée de la situation économique et plus précisément, du niveau

de vie de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

La période du Plan Sexennal a été caractérisée par de grands investissements dans l'économie nationale. Plus du quart du revenu national a été consacré aux investissements auxquels il faut ajouter les crédits étrangers. La classe ouvrière, les travailleurs manuels et intellectuels ont dû se serrer la ceinture jusqu'au dernier cran. Cela a été accepté à la fois à contre-cœur et avec espoir. En effet, à la fin du Plan Sexennal, les salaires réels devaient s'accroître de 40% par rapport à 1949. L'échec de ces espoirs a effacé dans la conscience d'une partie importante des travailleurs les grandes réalisations économiques du plan sexennal dans le domaine de l'industrialisation du pays. Les erreurs dans la planification, les promesses imprudentes et dénuées de fondement ont fait que le grand effort d'investissement, au lieu de rattacher plus étroitement la classe ouvrière et les masses laborieuses au socialisme, ont engendré le désappointement à une assez large échelle.

Quelques chiffres
sur les salaires réels

Ce sont les chiffres qui illustrent le mieux la façon dont devait influencer sur le moral de la classe ouvrière et des travailleurs intellectuels leur niveau de vie, et plus particulièrement, sa forte régression en 1953.

Les salaires bruts mensuels et moyens pour l'ensemble des travailleurs employés dans l'économie nationale et affiliés à l'office central de la sécurité sociale se sont élevés à :

Détails	Années					1er semestre 1957
	1949	1953	1955	1956		
Salaires moyens pour l'ensemble des travailleurs en zlotys	466	968	1.069	1.183	1.344	
Indice 1955 = 100	43,6	90,6	100	110,7	125,7	
Salaires moyens des travailleurs employés dans l'industrie socialisée en zlotys	-	1.051	1.183	1.320	1.547	
						.../...

!	!	!	!	!	!	!	!	!
!Indice 1955 =!	-	!	88,8	!	100	!	111,6	!
! 100	!	!	!	!	!	!	!	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!

Les salaires nominaux ne possèdent aucune éloquence, ils n'illustrent aucun changement intervenant dans le niveau de vie. Seul le montant des salaires réels témoigne de ce que ce niveau s'accroît, de ce qu'il se modifie ou qu'il baisse.

La manière de calculer le montant des salaires réels est assez compliquée. Ces méthodes de calcul ne sont pas les mêmes. Dans nos conditions, l'influence la plus importante sur la formation des salaires réels est exercée par le niveau des prix des produits de consommation. Dans le budget d'une famille ouvrière ou d'employés la majorité du salaire est consacrée, en effet, à l'alimentation. Sans prétendre déterminer la façon dont se sont formés les salaires réels dans les années sus-mentionnées, je sou mets un tableau dans lequel je convertis les salaires moyens nominaux au cours des différentes années en quantités d'articles principaux de consommation.

Dans son aspect général, ce tableau démontre l'accroissement des salaires nominaux par rapport à leur valeur réelle.

Salcaire moyen mensuel converti en certains articles
alimentaires
pour les années 1949, 1953, 1955 et pour le premier semestre 1957

Nature de l'article	1949		1953		1955		1er semestre 1957	
	Prix du kg en zlotys	Quantité en kg	Prix du kg en zlotys	Quantité en kg	Prix du kg en zlotys	Quantité en kg	Prix du kg en zlotys	Quantité en kg
Pain de froment	2.4	195	5.90	164	5	214	5	269
Pain de seigle	1.49	312	3	356	3	356	3	448
Farine de froment à 50%	3	155	6	163	4	178	6	223
Grain d'orge	1.44	323	3.50	276	350	305	3.50	384
Veau 2ème catégorie	7.20	64	24	40	24	44	24	36
Lard	10.50	44	35	27	34.30	31	27+	50
Beurre	19.30	24	55	17.6	55	19.4	70+	19.2
Jambon	16	29	55	17.6	55	19.4	55	24.3
Semoule de blé	2.76	169	7	138	6.50	164	6.50	206
Riz			22.50	42	19.40	55	15	89
Viande de boeuf	7.50	62	26	37	26	41	26	51
Filet de porc	13	36	33	29	33	32	33	41
Saucisson ordinaire	9.80	47	27	36	26	41	26	51
Lait (le litre)	1.37	340	2.50	387	2.42	441	2.50	537
Oeuf (la pièce)	0.52	896	1.35	717	1.41	758	1.58	850
Pois	2.01	232	7.70	125	9.25	115	8.08	165
Haricots			11.93	81.2	12.50	85	8.30	162
Sucre	5.25	88	14.75	65	12	89	12	112
Pommes de terre	0.33	1.412	1.06	913	1.22	876	1.22	1.102

+) Prix pratiqués en Octobre 1957

Les chiffres mentionnés ci-dessus indiquent, premièrement, une baisse importante de la valeur réelle des salaires en 1953, et, deuxièmement, un accroissement notable des salaires réels dans les années 1956 et 1957.

Par rapport à 1949, pour un salaire moyen mensuel, on achetait en 1953 :

38%	moins de	lard
19,4%	" "	filet de porc
23%	" "	saucisson
39%	" "	janbon
37%	" "	viande de veau
40,3%	" "	viande de boeuf
26,6%	" "	de beurre
14,5%	" "	farine de froment
18%	" "	semoule de blé
26%	" "	sucré
46%	" "	pois
20%	" "	oeufs
35,4%	" "	potatoes de terre
16%	" "	pain de froment

Par contre on pouvait acheter insensiblement davantage, car 3,8% de plus de pain de seigle, 5% de plus de farine de froment et 13,8% de lait.

Pour avoir une idée plus complète nous donnons également, ci-dessous, un tableau de la conversion des salaires moyens en articles industriels selon les prix de 1949, 1953, 1955 et du premier semestre 1957.

Salaire mensuel moyen brut converti en certains produits industriels pour les années 1949, 1953, 1955, et pour le premier semestre de 1957

Nature de l'article	Unité	1949		1953		1955		1957	
		Prix de l'unité	Quantité	Prix de l'unité	Quantité	Prix de l'unité	Quantité	Prix de l'unité	Quantité
Tissus pour vêtements 100% laine	m	185.70	2.5	617.00	1.6	617.00	1.7	617.00	2.2
Tissus pour vêtements 60% laine	m	119.65	3.9	390.00	2.5	366.00	2.9	355.00	3.8
Cretonne pour robes	m	6.33	74	16.40	59	13.70	78	13.70	98
Tissus pour literie (madapolam)	m	6.00	78	13.30	73	12.00	89	11.40	118
Soieries pour robes	m	28.80	16.2	58.80	16.5	47.43	22.5	45.80	29.3
Chaussettes pour hommes	paire	3.87	120	6.60	147	6.20	172	6.20	217
Chaussures basses pour hommes (ordinaires)	"	210.00	2.2	304.50	3.2	278.71	3.8	274.00	4.9
Chemises pour hommes en coton	pièce	28.40	16.40	61.20	15.80	46.60	22.4	46.00	29.2
Costumes pour hommes 60% laine	unité	454.00	1.03	918.00	1.05	737.00	1.44	730.00	1.84
Chaussures pour enfants	paire	95.50	4.9	142.50	6.8	119.20	9.0	115.0	11.7
Chaises	unité	42.36	11.0	61.12	15.8	56.00	19.0	99.35	13.5
Casserols émaillées	"	8.10	58.00	19.50	50.0	19.50	55.0	19.50	69.0
Verrres	pièce	0.75	621	1.10	880	1.10	972	1.10	1.222
Savon de ménage	kg	11.10	42.00	19.75	49.0	16.00	66.80	16.00	84.0
Ampoules électriques 25w	pièce	3.60	129	4.80	202	4.80	223	4.80	280
Bicyclettes pour hommes	unité	474.0	0.98	957.60	1.01	864.00	1.24	864.00	1.5
Charbon	tonne	96.00	4.9	296.00	3.3	256.00	4.2	250.00	5.4
Pétrole	litre	1.50	311	4.00	242	4.00	267	4.00	336

.../...

! Allumettes " Sport "	! boîte!	! 0.15!	! 3.107!	! 0.20!	! 4.840!	! 0.20!	! 5.345!	! 0.20!	! 6.720!
! Cigarettes " Sport "	! pièce!	! 0.12!	! 3883!	! 0.17!	! 5694!	! 0.15!	! 7127!	! 0.15!	! 8960!
! Cahiers pour écoliers	! unité!	! 0.24!	! 1942!	! 0.30!	! 3227!	! 0.30!	! 3563!	! 0.55!	! 2444!
! Journaux	! exem-!	! 0.15!	! 3107!	! 0.20!	! 4840!	! 0.20!	! 5345!	! 0.50!	! 2688!
! Électricité	! plaire!	! 0.30!	! 1553!	! 0.39!	! 2482!	! 0.39!	! 2741!	! 0.39!	! 3446!
! Gaz	! kWh!	! 0.39!	! 1195!	! 0.50!	! 1936!	! 0.50!	! 2138!	! 0.50!	! 2688!
! Ressemelages	! l!	! 39.40!	! 11.8!	! 49.20!	! 19.7!	! 49.20!	! 21.7!	! 49.20!	! 27.3!
! Tickets de tramway	! fois!	! 0.45!	! 1036!	! 0.45!	! 2151!	! 0.45!	! 2376!	! 0.50!	! 2688!
! Billets de chemin de fer	! unité!	! 19.80!	! 23.50!	! 39.60!	! 24.4!	! 39.60!	! 27.0!	! 39.60!	! 33.9!
! (2ème classe 200 kms)	! unité!	! 1.80!	! 259!	! 3.60!	! 269!	! 3.60!	! 297!	! 3.60!	! 373!
! Billets de cinéma	! unité!								

Par rapport à 1949, en 1953 on achetait avec un salaire moyen mensuel moins de produits industriels :

36%	moins de	tissus 100% laine pour costumes
30,7%	" "	tissus 60% laine
20,2%	" "	cretonne
6,4%	" "	tissus pour literie
3,6%	" "	chemises de coton
32,6%	" "	charbon
22,2%	" "	pétrole
13,8%	" "	casseroles émaillées.

Par contre, par rapport à 1949, on achetait plus de :

1,85%	plus de	soieries pour robes
45%	" "	chaussures basses
2%	" "	costumes pour hommes, 60% laine
39%	" "	chaussures pour enfants
22,5%	" "	chaussettes
43,4%	" "	chaises
41,7%	" "	verres
16,6%	" "	savon de ménage
56,5%	" "	ampoules électriques
55,7%	" "	allumettes
46,6%	" "	cigarettes " Sport "
66,1%	" "	cahiers pour écoliers
55,7%	" "	journaux
59,6%	" "	courant électrique
62,0%	" "	gaz
107,6%	" "	tickets de tramway
3,8%	" "	billets de chemin de fer (2ème classe - trajet de 200 kms)
3,9%	" "	billets de cinéma
66,9%	" "	ressemelages de chaussures

Au total, la régression est apparente dans les articles alimentaires et industriels. Les travailleurs manuels et intellectuels ne se sont pas libérés de cette régression qui s'est produite en 1953, ni même à la fin du plan sexennal, c'est-à-dire en 1955.

Les raisons économiques qui ont influé sérieusement sur la formation de l'atmosphère dans les masses laborieuses sont contenues dans les chiffres mentionnés ci-dessus.

Aujourd'hui, nous devons payer pour les erreurs commises alors.

En 1956, nous nous sommes trouvés, d'une part, devant des difficultés accumulées dans l'économie nationale, et, d'autre part, sous la grande pression exercée par les différents groupes de la classe ouvrière qui exigeaient un relèvement immédiat des salaires

indépendamment de la situation économique. Les salaires d'une grande partie de la classe ouvrière ont été augmentés encore avant la VIIIème session plénière. D'autres augmentations ont eu lieu après la VIIIème session plénière.

Au cours de la VIIIème session plénière, et en analysant la situation économique d'alors, j'ai dit ce qui suit relativement au problème des salaires :

" Nous ne sommes pas en mesure, actuellement, d'accorder aucune augmentation sérieuse de salaires, car la corde est si tendue qu'elle menace de se rompre. Chaque nouvelle augmentation des salaires est rattachée indissolublement à l'accroissement de la production et à la diminution des prix de revient ".

Je dirai, plus tard, pourquoi des augmentations sérieuses ont eu lieu après la VIIIème session plénière, et comment se présente la question de l'augmentation de la production par rapport à l'augmentation des salaires.

A présent, je reprends les chiffres contenus dans le tableau analysé ci-dessus. Qu'est-ce qui en résulte ?

L'achèvement du plan sexennal a clôt une certaine période économique. L'année 1956 constitue le début d'une nouvelle période dans notre économie. Nous devons la considérer également comme point de départ dans le domaine des salaires d'ouvriers et des travailleurs. En calculant l'indice des salaires nominaux en 1955 = 100, nous déduisons, du tableau ci-dessus, que le niveau des salaires s'est relevé pour l'ensemble des travailleurs à 110,7 en 1956, et qu'il a atteint pour le 1er semestre de l'année en cours l'indice de 125,7. Les salaires nominaux pour l'ensemble des travailleurs se sont donc accrus, au cours de cette période, c'est-à-dire en 6 mois, de 25,7%. Les salaires nominaux des ouvriers et des travailleurs employés dans l'industrie (si nous détachons cette catégorie de l'ensemble des travailleurs) se sont accrus davantage, soit de 30,8%.

Les données citées dans le tableau ci-dessus, témoignent de l'accroissement réel des salaires au cours de cette période. Il résulte de ces chiffres que par rapport à l'année 1955, pour un salaire moyen mensuel de l'ensemble des travailleurs, on pouvait acheter davantage de produits dans la première moitié de 1957, à savoir :

25,7%	de plus de	pain de froment
25,8%	" "	pain de seigle
25,2%	" "	farine de froment
25,9%	" "	semoule d'orge
25,6%	" "	semoule de blé
27,2%	" "	viande de veau

24,3%	de plus de	viande de boeuf
28,1%	" "	filet de porc
25,2%	" "	lard (après la dernière baisse des prix de l'ordre de 61%) et de jambon.
24,3%	" "	saucisson ordinaire à peu près la même quantité de beurre qu'en 1955, après la dernière augmentation.
61,8%	" "	riz
25,8%	" "	sucro
90,6%	" "	haricots
21,5%	" "	lait
12%	" "	oeufs
25,5%	" "	pommes de terre.

Dans la première moitié de 1957, on pouvait, par rapport à 1955, acheter davantage d'articles industriels, à savoir :

29,4%	de plus de	tissus pour vêtements 100% laine (peignée)
26,6%	" "	tissus pour vêtements 60% laine
25,6%	" "	cretonne pour robes
31,0%	" "	tissu de coton pour literie
30,2%	" "	soieries pour robes
30,3%	" "	chemises coton pour hommes
27,7%	" "	vêtements pour hommes, 60% laine
26,2%	" "	chaussettes pour hommes
28,9%	" "	chaussures basses pour hommes
30,0%	" "	chaussures pour enfants
25,4%	" "	casseroles émaillées
25,7%	" "	verres à boire
25,7%	" "	savon de ménage
25,5%	" "	ampoules électriques
20,9%	" "	bicyclettes pour hommes
2,6%	" "	charbon
25,8%	" "	pétrole
25,7%	" "	allumettes
25,7%	" "	cigarettes " Sport "
25,7%	" "	électricité
25,7%	" "	gaz
25,8%	" "	ressemelages
13,1%	" "	tickets de tramway
25,5%	" "	billets de chemin de fer (2ème classe, trajet de 200 kms)
25,6%	" "	billets de cinéma.

Par rapport à 1955, on peut acheter :

53,3%	moins de	journaux
31,4%	" "	cahiers
28,9%	" "	chaises cannées

Tout économiste sachant lire les chiffres peut constater un accroissement notable des salaires qui ne s'est jamais vu, non seulement dans notre économie, mais peut-être même dans aucun autre pays dans un laps de temps si court. Chaque famille de travailleurs manuels et intellectuels englobés par ce relèvement des salaires, et particulièrement de ceux dont les salaires sont plus bas que les salaires moyens de l'ensemble ressent cette augmentation. En effet, ces familles destinent la plus grande partie de leur budget à l'alimentation.

En 1957, certaines hausses de prix sur certains articles compris dans la catégorie de luxe, ont eu lieu. Ont augmenté aussi certains tarifs postaux ainsi que les prix des services et du papier, des journaux, des livres et des meubles. Les prix de certains produits agricoles ont monté aussi au marché libre. Ces hausses diminuent d'un certain nombre de points l'accroissement des salaires réels par rapport à l'accroissement nominal. Cette diminution est plus sensible pour les salaires élevés, car l'augmentation des prix concerne l'assortiment des marchandises achetées surtout par cette catégorie de travailleurs (et aussi par l'initiative privée). Elle frappe moins les budgets des familles à salaires bas et moyens car celles-ci achètent peu de marchandises englobées par les augmentations.

Les prix des articles de consommation courante demeurent inchangés. Nous n'avons fait qu'augmenter les prix du beurre et du fromage pour les raisons qui ont été suffisamment élucidées par la presse. Par contre, nous avons procédé en même temps à une baisse des prix du saindoux et du lard. Fait qui a influé seulement sur la composition de l'alimentation, sans diminuer toutefois la quantité des calories, il l'a même relevée. En particulier les travailleurs à bas salaires qui, avant la hausse des prix ne pouvaient non plus acheter du beurre, ont augmenté sensiblement leur consommation de graisse de porc après la baisse des prix.

Je voudrais souligner que jusqu'à présent et à l'avenir nous ne changerons plus les prix des articles de première nécessité. Les avantages acquis par la classe ouvrière, par tous les travailleurs à salaire moyen, avantages résultant de la hausse des salaires, ne peuvent être amoindris.

Récemment, après la hausse du prix des spiritueux qu'il est difficile de considérer comme article de première nécessité, nous avons augmenté les salaires de certaines catégories de travailleurs manuels et intellectuels. Cette augmentation s'est donc produite dans le cadre du glissement du partage du revenu national. La situation économique actuelle ne permet aucune autre possibilité.

Nos paroles ne contredisent pas nos actes.

En constatant l'accroissement sérieux des salaires réels au cours des années 1956 et 1957, nous ne voulons pas affirmer que, d'une façon générale, ces salaires soient élevés. Au contraire, pour un nombre important de travailleurs ils sont encore bas et insuffisants. Cependant, nous avons aujourd'hui pleinement le droit de constater que nos paroles ne contredisent pas nos actes. Le Parti a annoncé, au cours du présent plan quinquennal, une augmentation modeste des salaires, mais en même temps difficile à réaliser pour chaque organisme. Cette augmentation doit être en moyenne de l'ordre de 30%. En considérant les résultats obtenus jusqu'à présent, nous pouvons être certains que le Parti, contrairement à la période du plan sexennal, saura tenir sa parole.

Le fait le plus dangereux pour notre économie consiste en ce que les augmentations de salaires accordées ne vont pas de pair avec l'accroissement de la production. Pis encore, elles ont devancé cet accroissement et cela d'une façon notable. Si à la VIIIème session plénière nous avons constaté que, sous ce rapport la corde est tendue et qu'une nouvelle tension la menace d'une rupture, cette affirmation trouvait alors sa pleine justification. Si, malgré la tension de cette corde, d'autres relèvements de salaires ont eu lieu, c'est que - nous le savons - deux facteurs y ont contribué. Premièrement, la liquidation de la lourde dette contractée par la Pologne auprès de l'Union Soviétique et l'obtention de nouveaux crédits, ainsi que la diminution des dépenses en investissements et des dépenses militaires qui a libéré d'importants moyens financiers ; deuxièmement une grande pression en vue de nouvelles augmentations de salaires.

La situation n'a donc pas changé en mieux. La liquidation de nos dettes contractées auprès de l'Union Soviétique, ainsi que d'autres économies, n'ont pas détendu cette corde car les relèvements de salaires qui ont suivi l'ont de nouveau tendue. Les hausses des prix que j'ai mentionnées ci-dessus, évitent à cette corde de se rompre.

L'augmentation des salaires doit être rattachée
au problème de l'accroissement de la production

Je ne puis ne pas prononcer à cette occasion quelques
mots à l'adresse de certains militants syndicaux. Des phénomènes
malsains ont pu être observés après la VIII-ème Session plénière.

Nous comprenons bien qu'étant donné la non-réalisation des promesses relatives au relèvement du niveau de vie dans le cadre du Plan Sexennal, les dirigeants de nos syndicats ouvriers se sont trouvés en butte à une grande pression de la classe ouvrière. Et on ne peut pas reprocher à certains militants syndicaux le fait qu'ils ont présenté ou qu'ils continuent de présenter au gouvernement et à la direction du Parti différentes revendications en ce qui concerne le niveau de vie des travailleurs. Mais ce qu'il convient de leur reprocher c'est le fait que nombre d'entre eux en considérant les choses du point de vue pratique ne rattachent point le problème du relèvement des salaires au problème de l'accroissement de la production ou de la réduction des prix de revient. Dans leurs activités pratiques, ils se placent en dehors de la lutte et des soucis pour l'accroissement de la production et ils abandonnent cette tâche au gouvernement et à l'administration économique. Une telle attitude se retourne contre les intérêts des travailleurs. La négligence par les syndicats de toute préoccupation concernant la production rend plus difficile la manière de trouver les moyens en vue de l'augmentation des salaires. Le militant syndical qui ne se préoccupe pas activement de la question de la production, qui ne mobilise pas les travailleurs dans ce sens, mais qui se limite à formuler des exigences en leur nom considérant seulement qu'il convient d'agir ainsi pour se procurer de la popularité pour lui et pour son syndicat, un tel militant n'est pas un véritable militant ouvrier.

Cette année, dès le mois de janvier, le gouvernement a accordé aux mineurs d'importantes augmentations de salaires. C'est que les mineurs doivent gagner le plus. Les représentants du Syndicat des Mineurs ont assuré que cette mesure contribuera à la productivité, qu'elle renforcera la discipline du travail, etc. La pratique a démontré que la productivité ne s'est pas accrue et que la discipline du travail s'est plutôt affaiblie. Les résultats obtenus par la majorité des mineurs travaillant honnêtement sont diminués par les tire-au-flanc. Le Syndicat des Mineurs doit se souvenir des assurances données et il doit témoigner de plus d'énergie et de fermeté dans la lutte pour la discipline du travail, pour l'accroissement de la productivité dans les mines.

Je n'ai fait que citer comme exemple le Syndicat des Mineurs. Et je l'ai fait pour cette raison que les mineurs ont obtenu une importante augmentation des salaires. Mais on peut formuler le même reproche à l'égard de nombreux autres syndicats. Ils ne se soucient pas suffisamment de la production, ils ne rattachent pas les revendications relatives à l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière à la lutte pour l'accroissement de la production et la diminution des prix de revient à l'unité. Et pourtant les militants syndicaux savent bien, ainsi que le sait la classe ouvrière qu'il ne peut être question d'augmentation de salaires sans réduction du prix de revient de la production.

En quoi réside la tension économique dans le moment présent ? En quoi résidera-t-elle encore dans les mois à venir ?

Elle réside en ce que le pouvoir d'achat de la population dépasse la masse des marchandises sur le marché .

Au cours de cette année, la vente des marchandises et les services seront plus élevés de 32 milliards de zlotys par rapport à l'année passée. Cette augmentation ne peut que difficilement égaler l'accroissement du pouvoir d'achat de la population malgré l'augmentation des prix de certaines marchandises. Au cours des trois premiers trimestres de cette année l'accroissement des réserves des marchandises dans le commerce s'est avéré insuffisant par rapport à l'augmentation du chiffre d'affaires. A la suite de quoi la couverture en marchandises de la monnaie en circulation a diminué de 19% dans le réseau du commerce socialisé, au cours de ces trois trimestres. Dans le quatrième trimestre, on prévoit un freinage de cette baisse et un certain, bien qu'insuffisant, accroissement de la couverture fiduciaire en marchandises.

Il résulte de ce qui vient d'être dit que les augmentations des salaires ont été réalisées aux dépens de la diminution des réserves en marchandises dans le commerce socialisé. Aboutir à l'accroissement des réserves en marchandises dans le commerce ne serait pas une tâche ardue, si nous nous trouvions en face d'une situation normale en ce qui concerne la balance de notre commerce extérieur. Le commerce extérieur et notre balance de paiement comptent parmi les secteurs les plus difficiles ou tout au moins ils constituent le secteur le plus difficile de notre économie. Nous avons un solde déficitaire des échanges commerciaux.

Pour cette raison, le problème de l'équilibre du commerce extérieur, la diminution de nos dettes à court terme et la création de certaines réserves en ce qui concerne nos rapports avec les pays à devises libres, constitue une tâche de premier plan qui se pose à notre économie.

L'augmentation de la dette s'est produite à la suite de ce que l'accroissement de la production dans les années 1956-1957 fut trop peu élevé par rapport à l'accroissement du pouvoir d'achat dû à l'augmentation des salaires et à l'accroissement des revenus de la population des campagnes. Nous avons donc relevé partiellement le pouvoir d'achat du marché non pas à la suite de notre propre travail c'est-à-dire de l'accroissement de la production, mais à

la suite de la dette contractée auprès des autres pays. Le pouvoir d'achat accru de la population a entraîné la diminution de l'exportation de certaines marchandises telles que les textiles, les madriers, etc; l'exportation du sucre et du ciment est presque insignifiante.

La tâche la plus importante dans le domaine du commerce extérieur réside dans la nécessité d'équilibrer la balance des échanges commerciaux et des services. Au surplus, il importe de liquider les crédits à court terme, très lourds, contractés en 1956 et en 1957. Nous devons les liquider mais nous ne serons pas en état de les liquider totalement en 1958.

La situation est rendue en outre plus difficile du fait des difficultés éprouvées par le marché mondial et européen du charbon. Une baisse sensible des prix du charbon a été enregistrée au cours de cette année. Etant donné notre situation de paiements, il est indispensable de maintenir l'exportation du charbon pour l'année prochaine au niveau de 15 millions de tonnes au moins. Il sera sans doute impossible d'obtenir cette quantité sans travailler le dimanche. Il nous faudra faire appel aux mineurs en vue d'un travail volontaire pendant 6 dimanches au cours de l'année 1958.

La situation économique est tendue chez nous non pour cette raison que la production n'augmente pas, elle est tendue pour ce que l'accroissement de la production est trop faible par rapport au pouvoir d'achat de la population des villes et des campagnes. Le plan économique pour l'année en cours est en voie d'exécution et de dépassement. Cela se fait sans difficultés, car les plans de production sont généralement établis trop bas cette année. La valeur globale de la production industrielle pour les trois premiers trimestres de l'année en cours est de près de 4,5% plus élevée que prévu. L'accroissement global de la production pour cette période par rapport à cette même période l'année passée est de 8,6%. Nous voyons donc que l'économie se développe. Il est vrai que le rythme de son développement est trop faible et qu'il pourrait être renforcé si des facteurs qui démobilisent la classe ouvrière ne se manifestaient pas.

Le système d'autonomie ouvrière a fait ses preuves

Les conseils ouvriers ont contribué à l'accroissement de la production dans de nombreux établissements de travail.

Au cours de la VIII^{ème} session plénière, le Parti a pris une courageuse décision relative à la création de l'autonomie ouvrière dans les entreprises industrielles et dans d'autres branches de l'économie en tant que forme de participation directe des ouvriers à la gestion de l'économie nationale. Le Parti a considéré alors que cette forme d'influence directe exercée par les ouvriers sur l'activité de

de leurs propres entreprises facilitera l'édification du socialisme au moyen de méthodes conformes aux souhaits et aux aspirations des masses, qu'elle permettra une meilleure exploitation des possibilités de production existantes et rendra plus efficace la lutte avec les anomalies et les déviations bureaucratiques au sein de notre administration économique.

Le système d'autonomie ouvrière appliqué en novembre dernier est sorti avec bonheur de l'épreuve de la vie en dépit de toutes les faiblesses inhérentes à tous les débuts. Des conseils ouvriers ont été créés jusqu'au 15 septembre dans 4316 entreprises pour un chiffre global de près de 10.800 établissements où les conseils ouvriers pouvaient être créés. Ils comptent près de 75.000 membres dont la plupart (près de 45.000 travailleurs) sont des ouvriers. Répondant à l'initiative des conseils ouvriers, nombre d'entreprises ont développé favorablement une production secondaire. C'est ainsi que dans l'énergétique, par exemple, la sidérurgie et les mines, une production d'éléments de construction préfabriqués, de briques creuses et d'autres matériaux a été mise sur pied grâce aux conseils ouvriers. Dans l'industrie sucrière, dans le plus grand nombre d'établissements, une fabrication de sous-produits a été entreprise : chaux, glace artificielle, etc. Certains conseils ouvriers s'honorent des résultats obtenus dans le domaine de la construction d'habitations ouvrières auprès des établissements ou individuelles. Les Etablissements Kasprzak achètent des logements pour leurs travailleurs sur le fonds de l'entreprise.

L'économie nationale toute entière a connu au cours de cette année un accroissement sensible des réserves de charbon, de produits pétroliers, de minerai de fer et de ferraille, de caoutchouc, de coton, de laine, de graisses industrielles, de céréales, par contre une certaine diminution des réserves de métaux non-ferreux, et de cuir brut.

Une majorité dominante d'entreprises a dépassé dans les premiers 6 mois de l'année les tâches planifiées dans le domaine de l'accumulation en acquérant ainsi le droit de créditer le fonds d'entreprise. Suivant les déclarations faites par les entreprises elles-mêmes les droits acquis à créditer le fonds d'entreprise atteignent une somme de près de 2 milliards de zlotys. L'établissement de ces crédits exige l'application d'un rigoureux contrôle des instances supérieures, car une certaine partie d'entre eux ne reflète pas les résultats effectifs des activités de l'entreprise; elle est sans doute le résultat de différentes opérations comptables, telles que la non-élimination des conséquences découlant des changements des prix accomplis sur la base des mesures prises par les instances supérieures, la non-comptabilisation de tous les frais réels de production, la diminution illégale des tâches planifiées par rapport au Plan Economique National, etc. Ces irrégularités et ces violations qui résultent de la volonté de créer le fonds d'entreprise non pas au moyen d'un travail honnête de l'entreprise mais au moyen d'artifices comptables doivent être corrigés sans aucun doute.

Néanmoins, les résultats généraux de l'exécution des tâches de l'accumulation des réserves par l'industrie sont meilleurs que l'an dernier. Au cours de huit mois, l'industrie a réalisé le plan annuel d'accumulation à 75,1% contre 63+ pour cette même période de l'année passée. Le développement de l'autonomie ouvrière et l'établissement

de stimulants économiques pour les travailleurs sous forme de fonds d'entreprise y ont contribué sans aucun doute.

Les résultats obtenus
dans l'agriculture

Un accroissement de la production s'est manifesté également dans l'agriculture, et cela aussi bien dans les fermes individuelles que dans les coopératives de production et dans les entreprises agricoles d'Etat. Selon les estimations en cours, la récolte de blé dépassera de plus de 700.000 tonnes la récolte de l'année dernière, et cela du fait de l'accroissement de la récolte de près d'un quintal à l'hectare. La récolte de betteraves sucrières dépasse la récolte de l'année derrière de près de 7%, la récolte d'oléagineux de 8,7%, la récolte de tabac de 32%. Les récoltes plus élevées de betteraves sucrières et d'oléagineux ont été obtenues avec des surfaces cultivées sous contrat moins étendues, c'est-à-dire grâce à un accroissement sensible de la récolte à l'hectare (15% pour les betteraves sucrières, 29% pour les oléagineux). Il est certain qu'en dehors des conditions atmosphériques favorables, une culture plus soignée a contribué à ces résultats. La récolte de pommes de terre, celle de haricots et de fibres de lin, inférieures cette année, diminuent les résultats globaux de la production agricole.

La production du cheptel s'accroîtra suivant les estimations de près de 5,6% en tonnage et de 7,1% en valeur. La production de lait de 6,1% et la production d'oeufs de 3%. Par contre, la production de laine a diminué de plus de 5% par rapport à l'année dernière du fait de la diminution du nombre de bêtes à laine.

Suivant les estimations actuelles, la valeur globale de la production agricole s'est accrue de près de 4%.

La production globale des entreprises agricoles d'Etat s'est accrue de 12,2%, y compris la production végétale qui a augmenté de 14,9% et la production animale de 5,9%. La production du cheptel s'est accrue de près de 12% et la production du lait de près de 15%.

Suivant les estimations, les revenus en espèces dans les campagnes à titre de fournitures à l'Etat se sont accrus en 1956 de 5,5 milliards de zlotys; en 1957, ils augmenteront de 9 milliards. Par contre, les revenus réels nets dans les campagnes se sont accrus de plus de 18% par tête d'habitant, au cours de ces deux dernières années. L'accroissement du rendement de la production agricole, ainsi que le changement général d'atmosphère dans les campagnes, la liquidation des déviations qui se sont manifestées dans les années précédentes ont poussé les paysans à s'intéresser sensiblement au développement de la production et aux investissements dans l'agriculture.

En comparant l'augmentation de la rentabilité de la population des villes et des campagnes pour l'année en cours nous obtenons les données suivantes :

Les paiements à titre de salaires et d'autres rémunérations, d'allocations sociales, de paiements effectués sur le fonds des coopératives de travail, d'allocations versées à titre administratif, de versements effectués à l'occasion des ventes à crédit, augmenteront de plus de 23 milliards de zlotys. Cette somme se voit diminuer de près de 2 milliards du fait de l'accroissement de la rentrée de l'impôt sur les rémunérations. L'influence exercée par l'augmentation des prix sur l'abaissement des revenus des ouvriers et des travailleurs intellectuels peut être évaluée à près de 3,9 milliards de zlotys tout au plus. Il reste donc une somme de 17 milliards de zlotys que l'on peut mettre au compte de l'augmentation réelle des versements effectués par l'Etat au bénéfice des ouvriers et des travailleurs intellectuels. Les revenus en espèces de la population agricole produits par la vente s'accroîtront au cours de cette année de près de 9 milliards de zlotys. On déduit de cette somme 4,4 milliards de zlotys environ à titre d'augmentation des prix de différents produits et articles industriels acquis par la population agricole. Le solde, soit 4,6 milliards de zlotys correspond à l'accroissement réel du pouvoir d'achat de la population agricole à titre de vente des produits agricoles à l'Etat. (Il convient d'ajouter à la somme globale de l'accroissement des revenus réels de la campagne une partie de la somme de l'accroissement des salaires réels des ouvriers et des travailleurs intellectuels propriétaires de fermes agricoles, ainsi que les revenus de la campagne dus à la vente des produits agricoles au marché libre, des services tels que le charroi du bois de la forêt etc.). Pour finir, le pouvoir d'achat réel des ouvriers et des paysans (à titre de ventes à l'Etat) et des travailleurs intellectuels représentera près de 21,7 milliards de zlotys de plus que l'année dernière.

Il convient encore d'ajouter à cette somme l'accroissement des revenus en espèces des autres couches de la population provenant de la vente de marchandises et des services à l'Etat ou aux autres entreprises socialisées, ainsi que des autres revenus de la population. En même temps, les versements à titre d'impôts en bénéfice de l'Etat se sont accrus de manière insensible.

Tel est le véritable aspect de notre situation économique.

Le Gouvernement doit prendre une série de mesures aux fins de maintenir l'équilibre du marché. Il importe de poursuivre le régime des économies dans les dépenses de l'Etat et de chercher d'autres sources d'accroissement des revenus.

Il faut une fois encore reconsidérer le plan d'investissement, limiter les importations et faire tout le possible en vue de renforcer les exportations. Ces problèmes sont actuellement étudiés par l'Etat et par la direction du Parti.

Une conception nouvelle de la solution du problème du logement

La construction de l'habitat se rattache également à ce problème.

Il faut que ceux dont les salaires sont élevés, et il en existe un certain nombre d'ouvriers et de travailleurs intellectuels, ainsi que des jeunes qui gagnent plus, destinent systématiquement une partie de leurs gains à la construction de leurs propres logements. Il importe que l'accroissement des revenus réels de la population ne soit pas destiné en entier à la consommation mais qu'il soit aussi partiellement investi dans la construction de l'habitat. Si un tiers seulement des sommes que la population dépense en achat de vodka était destiné régulièrement, chaque année, à la construction des logements en toute propriété, la solution du problème du logement serait vite trouvée.

Dans l'état actuel des choses qui vient d'être illustré par la description de notre situation, l'Etat n'est pas en mesure de vaincre par son seul effort les difficultés dans le domaine du logement. Il n'existe pas non plus de perspectives prochaines pour que l'Etat puisse sans l'aide des citoyens résoudre le problème de la construction de l'habitat. Notre population s'accroît chaque année de plus de 500.000 personnes qu'il convient de loger, chaque année aussi se produit une diminution naturelle de logements qui doivent être remplacés par de nouvelles constructions. Au surplus, outre les familles qui s'accroissent et les familles nouvellement fondées, des milliers de familles ne disposent pas d'abri convenable et vivent dans des baraques et dans des sous-sols.

Le Parti et le gouvernement doivent considérer le problème de l'habitat conformément à la réalité: ils doivent déclarer clairement et sans ambiguïté : ni aujourd'hui, ni demain, ni dans un an, ni dans cinq, l'Etat ne pourra construire avec ses propres fonds le nombre de logements indispensables aux ouvriers et aux travailleurs intellectuels. Aux fins d'accroître la construction de l'habitat dans le plus proche avenir et dans les limites tracées par les besoins des ouvriers et des travailleurs intellectuels, l'Etat doit leur demander leur aide.

Comment et en quoi cette aide doit-elle se manifester ?

La nouvelle conception aboutit à ce que les travailleurs les mieux payés construisent leurs propres logements et qu'ils se procurent partiellement les fonds au moyen d'économies et partiellement au moyen de crédits d'Etat accordés à des conditions favorables.

Ceux des ouvriers et des travailleurs intellectuels qui, du fait de l'insuffisance de leurs salaires, ne peuvent épargner en vue de construire, doivent être aidés de deux côtés : de la part de l'Etat et de la part de l'équipe tout entière, qui verrait créer des conditions favorables à l'accumulation des moyens aux fins de construction d'habitat, dans le cadre du fonds d'entreprise.

Et voici un exemple :

Le salaire mensuel d'une famille qui cherche à se loger est de 3.500 zlotys, par exemple, soit 42.000 zlotys par an. Une telle famille devrait économiser une somme de 25.000 zlotys dans un laps de temps déterminé par elle pour construire un logement en propre. Disposant de cette somme, elle aurait droit de construire son propre logement. Dans des conditions déterminées, cette somme pourrait être moins élevée. On ne peut pas construire un logement pour 25.000 zlotys. La différence manquante serait fournie par l'Etat à des conditions favorables. Si les frais de construction s'élevaient à 75.000 zlotys, par exemple, l'Etat serait obligé de fournir 50.000 zlotys au moyen d'un crédit à long terme. L'Etat peut pousser plus loin encore ces facilités dans des conditions déterminées et largement considérées ; il abandonnerait la moitié du crédit accordé, autrement dit 25.000 zlotys. Le débiteur devrait rembourser l'autre moitié et à terme plus court. De cette façon cette famille serait propriétaire du logement dont les frais de construction seraient partagés en trois parties : 1/3 correspondrait aux économies accumulées avant la construction, 1/3 au crédit accordé par l'Etat et remboursable, et 1/3 enfin au crédit non-remboursable.

Les conditions différeraient suivant le taux du salaire. Les candidats à la construction des logements devraient fonder une coopérative de construction d'habitat, mais ils pourraient aussi agir individuellement.

Il conviendrait également d'établir le principe suivant lequel et compte tenu du taux de salaire, personne ne pourrait compter de se voir attribuer gratuitement un logement par l'Etat.

De même les jeunes qui sont mieux rétribués ne doivent pas compter sur un logement gratuit dans le cadre de la construction d'Etat. Ils doivent économiser, rassembler les moyens pour construire leur propre habitation. Un grand nombre de jeunes gens de la campagne est employé dans notre industrie ; leurs parents possèdent des fermes. Mais ces jeunes gens ont droit aux allocations familiales. Outre la possibilité d'économiser sur le salaire, une partie de cette jeunesse pourrait destiner ces allocations à la construction de ses propres logements. Ceux des jeunes gens qui peuvent épargner

devraient prendre pour principe de ne se marier qu'après avoir construit leur propre habitation.

Je ne développe pas la conception d'accumulation par les équipes des établissements de travail des fonds pour la construction d'habitat destiné à ceux qui ne peuvent économiser. L'idée consiste à faire augmenter les versements au profit du fonds d'entreprise à condition qu'une partie importante de ces moyens soit destinée au fonds d'habitation.

Les logements construits à l'aide de ces moyens doivent être la propriété de l'équipe d'un établissement donné et ils doivent être administrés par elle. Quant aux bénéficiaires de ces locaux d'habitation, on leur devrait appliquer le principe suivant : dans le cas de changement d'emploi, le logement serait remis à la disposition du conseil ouvrier.

On peut constituer ainsi des réserves sociales et individuelles en vue d'habitat. Compte tenu des moyens destinés à cet objet par l'Etat, on peut dans un bref délai faire aboutir cette construction à satisfaire les besoins les plus indispensables de la classe ouvrière et des travailleurs intellectuels.

En appliquant le système d'épargne dans la construction de l'habitat, il convient en même temps de garantir que les sommes déposées individuellement en vue d'un fonds de construction ne perdront pas de leur valeur à la suite d'un changement éventuel de l'indice des prix de la construction.

La construction de l'habitat se voit limiter actuellement par les matériaux. Il est hors de doute que parallèlement à la constitution du fonds d'habitat, l'initiative d'une production généralisée de ces matériaux serait développée. C'est dans cette direction que s'exercerait la pression de tous les épargnants. Les conseils ouvriers, les conseils populaires et les administrations des établissements de travail, seraient obligés à se consacrer sérieusement à cette affaire, et fait essentiel, ils n'auraient pas besoin de chercher des moyens financiers. Ceux-ci seraient sur place sous forme de fonds de construction.

La conception que j'ai esquissée ici n'est qu'au stade d'élaboration. Nous la présentons dès maintenant afin qu'elle fasse l'objet d'une large discussion dans différentes organisations et aussi dans les organisations du Parti.

L'artisanat et l'initiative privée
dans la production et le commerce

Quelques mots à présent sur l'artisanat et l'initiative privée

dans la production et le commercer.

Dans la période allant d'octobre de l'année dernière à juin de l'année en cours, près de 32.000 nouveaux ateliers artisanaux se sont constitués dans notre pays. Le nombre des travailleurs employés s'est accru pendant ce temps de 40.000 et le nombre d'apprentis de 9.000. Par rapport aux besoins du pays et des possibilités existantes sur les Terres Recouvrées, cet accroissement doit être considéré comme très modeste.

Le nombre d'établissements relevant de l'industrie privée a augmenté également et la main d'oeuvre s'est vue doubler, atteignant ainsi le chiffre de près de 18.000 (compte-tenu des propriétaires des établissements et de leurs familles). Chiffre, plus que modeste, infime à vrai dire. La main-d'oeuvre occupée dans l'artisanat atteint le chiffre de 180.000 travailleurs.

En modifiant sa politique à l'égard de l'artisanat et de la petite production privée, le Parti avait pour objet de compléter avec leur aide les lacunes économiques, en particulier dans le domaine des services pour ce qui est de l'artisanat, et dans le domaine de la production des matériaux de construction quand il s'agit de la production privée. Le Parti souhaitait et il souhaite toujours que la production privée utilise des matières premières locales, non exploitées par l'Etat, et qu'elle ne soit pas basée principalement sur les fournitures par l'Etat de ces matières.

Nous voulons aussi que la production industrielle et artisanale ait pour principal but de satisfaire les besoins de la population et les besoins du marché et non ceux du secteur socialisé de l'économie nationale. Il ne s'agit pas non plus de développer la petite production dans ceux des domaines de la production où les besoins du marché sont couverts pleinement par la production d'Etat ou par la production coopérative. La petite production doit combler les lacunes, qui se manifestent sur le marché, et accorder son développement à cette tendance.

Il est difficile de faire grief à l'initiative privée de production pour ce que son développement n'a pas suivi les directives de la politique économique du Parti. Elle se développe là où les autorités d'Etat le lui permettent. Nous reprochons donc aux autorités d'Etat de ne pas appliquer une politique bien étudiée d'accorder des concessions à la production privée, conformément aux directives du Parti. Les autorités centrales d'Etat doivent clairement définir les directives destinées aux conseils populaires dans ce domaine et en ce qui concerne l'attribution des cartes d'artisan.

Si les directives du Parti, relatives au développement de la production privée ont été sérieusement violées dans la pratique, elles se sont vues complètement abandonner par les organes locaux du pouvoir d'Etat pour ce qui est du commerce privé. Nous avons dit

clairement relativement à ce commerce : les magasins privés peuvent être créés seulement là où le réseau du commerce socialisé est insuffisant. Il relevait de la compétence des conseils populaires, ainsi que des services commerciaux et des commissions sociales fonctionnant près de ces conseils, de décider dans quels endroits pouvaient être ouverts des magasins privés et quelle serait leur nature. Ce sont eux qui doivent déterminer leur localisation conformément aux besoins de la population. Au lieu de quoi les conseils populaires ont laissé se développer spontanément des magasins privés dans les quartiers de centre des grandes villes où le réseau du commerce socialisé est suffisamment développé. Ils ont autorisé également l'ouverture de différents débits de boissons parfois sous la raison sociale de restaurants, au grand dommage de la population, et en violation du règlement imposé à la localisation des points de vente d'alcool. J'ai lu récemment la protestation des habitants d'une commune où quatre débits de boisson ont été autorisés par le conseil populaire.

Certains magasins privés se livrent au rachat illégal et dans des buts de spéculation des marchandises déficitaires du réseau de commerce socialisé. À la limite du commerce d'Etat et du commerce privé la corruption et la spéculation se sont développées. Des spéculateurs de bazar s'occupent du rachat de ces marchandises et de leur revente à des prix deux fois plus élevés, sinon davantage. Un terme doit être mis à ces pratiques de voleur.

Les magasins privés, dont la localisation correspond aux besoins du développement du réseau de commerce en vue de rendre plus rapide l'approvisionnement de la population, doivent être fournis en marchandises par les magasins de gros d'Etat. Les prix de ces marchandises ne peuvent être plus élevés que les prix pratiqués dans le commerce socialisé. D'autre part, ces magasins peuvent s'approvisionner en marchandises fabriquées par des producteurs privés et pratiquer les prix du marché libre.

La vente des marchandises déficitaires produites ou importées par l'Etat doit être exclue du commerce privé. Si dans des cas déterminés, le commerce privé pouvait être approvisionné en marchandises déficitaires, les prix pratiqués ne pourraient être plus élevés que les prix pratiqués par l'Etat.

Il peut exister aussi une catégorie de magasins privés qui ne sont absolument pas approvisionnés par les magasins en gros d'Etat. Ces magasins n'auraient pas le droit de vendre des marchandises provenant de la production socialisée mais celles uniquement qui ont été acquises chez des producteurs privés.

Tout le commerce privé doit se conformer rigoureusement aux prescriptions en vigueur. Les particuliers, propriétaires des magasins, des kiosques, et d'autres points de vente, doivent avoir les documents relatifs à l'achat des marchandises et les présenter sur demande aux autorités.

Il importe de combattre avec détermination
les grandes et petites spéculations

Indépendamment de ce que ce soient des personnes autorisées à commercer ou d'autres qui ne le sont pas se livrent aux opérations spéculatives sur les marchandises produites par l'Etat, celles-ci doivent être sévèrement interdites et poursuivies avec fermeté par tous les organes officiels habilités à cet effet. Il importe de tracer efficacement la plaie de la spéculation dans toutes ses manifestations et partout où elle apparaît.

Nous désirons créer les conditions les plus favorables au développement de l'artisanat, de la production et du commerce privés, dans le cadre de la politique économique du Parti et du gouvernement. Nous ne déterminons pas la limite des revenus récoltés par l'initiative privée. Les capacités et les qualifications, l'apport du travail personnel, peuvent influencer différemment sur cette limite. De l'initiative privée nous exigeons seulement le respect des lois et des réglementations des autorités d'Etat, le paiement des impôts. Ces derniers peuvent être établis avec la plus grande équité sur la base du chiffre d'affaires justifié. Notre attitude sera positive à l'égard de tous les honnêtes artisans, commerçants et propriétaires des établissements de production. Nous poursuivrons et nous punirons les malhonnêtes. Sera puni celui qui achète des matières premières volées, outils ou matériel ; il peut même se voir privé de son atelier. Ceux qui se livrent à des spéculations sont avisés qu'indépendamment de toute pénalité juridique, ils se verront d'une façon générale interdire le droit de commercer. Quiconque viole la loi et les mesures des autorités d'Etat doit être préparé à se voir puni. Il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même.

Il convient de combattre avec détermination la grande et petite spéculation, car celle-ci donne lieu à la dépravation et elle est un facteur de démoralisation et de corruption. Pour que la lutte contre la spéculation produise pleinement son effet, tous les organes d'Etat auxquels il appartient de réprimer la spéculation doivent agir avec efficacité. Il convient de prévenir les travailleurs ou les organes témoignant de l'indifférence à l'égard de la spéculation que toute tolérance de la spéculation, tout non accomplissement des obligations de service entraîneront de sévères conséquences.

Les rafles massives des spéculateurs, rafles qui se sont déroulées récemment dans différentes villes constituent une première mesure sérieuse dans la lutte contre la spéculation. Malgré les résultats positifs découlant de cette action, il serait naïf de croire que des actions sporadiques massives contribueraient à liquider la plaie de la spéculation. Pour arriver à ce but, une

action de destruction moins massive mais menée quotidiennement est nécessaire. Ce n'est que lorsque chaque jour plusieurs spéculateurs seront mis hors d'état de nuire que sera créée l'atmosphère dans laquelle la spéculation se verra étouffer.

Les autorités d'Etat doivent prendre au plus tôt des mesures dans ce sens et le Parti doit les aider.

La construction est mûre
pour la réforme de son organisation

La poursuite de la réforme de l'administration de l'économie nationale ayant pour but l'élargissement de l'autonomie économique des entreprises constitue un problème important. Dans la situation actuelle, la construction d'habitat paraît être le domaine le plus apte à des réformes profondes. Il convient de réformer l'administration des entreprises de construction, de leur donner une pleine autonomie, de les appuyer sur leur propre système de compensation économique. Une commission composée de représentants du Parti et de ceux du gouvernement a été créée en vue d'élaborer cette réforme.

La pensée directrice de la réorganisation des entreprises de construction travaillant dans le domaine de l'habitat s'inspire des principes suivants :

1) L'entreprise jouit d'une pleine autonomie ; son activité est basée sur le système de sa propre compensation économique.

2) L'entreprise se charge de la construction d'un édifice donné (immeuble, école, édifice public, etc.) au prix résultant d'un devis soigneusement établi.

3) L'entreprise adopte aussi largement que possible le système des accords passés avec les équipes.

4) Le directeur de l'entreprise est responsable de la répartition des moyens financiers conformément au devis et au progrès effectué par la construction.

5) Tous les matériaux nécessaires à la construction, fournis par l'office central de distribution, sont livrés à l'entreprise en quantités établies à l'avance, destinées à l'objectif, et dans les délais établis dans le contrat.

Les dommages résultant des retards apportés à la livraison ne peuvent être imputés à l'entreprise.

L'entreprise est responsable financièrement des matériaux volés ou endommagés.

6) Les bénéfices obtenus par l'entreprise (après décompte de la part revenant à l'Etat) reviennent en totalité à l'équipe ; compte-tenu de ce que l'équipe reçoit une partie de ce bénéfice directement et une partie est destinée au fonds de construction de logements pour les travailleurs de l'entreprise. La direction de l'entreprise doit être favorisée en ce qui concerne le partage des bénéfices. L'Etat établira les principes de la répartition du bénéfice en accord avec le Syndicat du Bâtiment.

La conception présentée ci-dessus de la réorganisation des entreprises de construction est basée aussi sur le principe d'une coopération étroite de l'entreprise avec le conseil ouvrier. Le principe d'une compensation économique crée de vastes possibilités d'établir une participation aux bénéfices. Les conseils ouvriers auraient au sein de telles entreprises un champ d'action particulièrement favorable à leur activité.

Une réorganisation de cette nature peut résoudre un grand nombre de problèmes qui dans l'organisation actuelle des entreprises de construction n'ont pu être résolus. Je n'en parle pas, elles sont connues de tous.

Le nombre des entreprises réorganisées ainsi doit être approprié aux possibilités de leur approvisionnement en matières premières et en matériaux de construction. Ce postulat admis, chaque entreprise devra fonctionner normalement. Le nombre de travailleurs employés dans la construction diminuera sûrement mais cela ne sera qu'à l'avantage de la construction même.

Un autre domaine où l'on peut appliquer certaines réformes et qui l'exige d'urgence est le domaine du commerce intérieur et celui des établissements gastronomiques. Il s'agit le cas échéant de deux questions : l'élargissement de l'autonomie des entreprises et la liquidation des abus et de la corruption, plus particulièrement répandus dans les établissements gastronomiques. Les conditions qui règnent dans un grand nombre de ces établissements sont tout simplement honteux.

Ces questions sont également à l'étude. La nécessité se pose toutefois de blâmer à cette tribune les lenteurs dont font preuve les camarades de l'appareil d'Etat et du Parti appelés à étudier les questions liées à la réorganisation des entreprises de construction et de commerce.

*

La situation politique et économique du pays étant ainsi esquissée, la nécessité de liquider au plus tôt toutes les causes de la faiblesse de notre Parti apparaît dans toute sa plénitude. Un Parti homogène, cohérent et agissant avec habileté, telle est

la condition principale de la solution de toutes les difficultés politiques et économiques que notre pays connaît dans le moment présent. C'est pourquoi le problème d'assainissement du Parti est posé en premier lieu avec une telle fermeté.

LA SITUATION INTERNATIONALE

La force morale inépuisable dont jouit notre Parti et la Pologne Populaire réside dans le grand univers socialiste et dont la puissance s'accroît constamment, dans l'appartenance de notre pays au camp des États socialistes, dans l'unité de tous les pays socialistes, dans les liens fraternels internationaux qui rattachent notre Parti à tous les partis communistes et ouvriers des autres pays et dans notre solidarité avec les forces de progrès dans le monde entier.

Le 40° anniversaire de la grande révolution

Le socialisme en tant que système social de la Pologne est encore très jeune. Il entre seulement dans la 14ème année de son existence. Mais en tant que forme politique des rapports sociaux pratiquement appliquée à la vie, le socialisme apparut il y a 40 ans. Il est né en Russie de la Grande Révolution Socialiste, de la Révolution d'Octobre, Révolution dont les masses laborieuses du monde entier célèbreront dans quelques jours le 40ème anniversaire.

Le 7 novembre 1917, en Russie, le pouvoir passa entre les mains des Soviets des Délégués Ouvriers, Paysans et Militaires. Une nouvelle ère commençait à la fois dans l'histoire de la Russie et dans l'histoire du monde.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, le pouvoir se trouvait entre les mains d'une classe qui se posait pour mission et pour tâche l'abolition des classes, l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, l'édification du socialisme. La classe des prolétaires avait pris le pouvoir et, dans les dures luttes avec la contre-révolution, consolidé sa domination sur l'un des plus vastes pays du monde en modifiant profondément le courant de l'histoire de l'humanité tout entière.

Depuis quarante ans, le Parti Communiste de l'Union Soviétique se tient à la tête des peuples de l'U.R.S.S. Ces quarante années sont des années de lutte pour l'édification du socialisme. Elles ont eu pour résultat des sacrifices pleins de dévouements des peuples de l'URSS et de la direction du Parti de grandes et durables conquêtes. Le système socialiste a vaincu. Le pays privé presque entièrement d'industrie

est devenu l'une des deux plus grandes puissances industrielles du monde.

L'agriculture arriérée du temps du tzarisme a atteint un niveau élevé de mécanisation et s'est vue profondément transformée par le socialisme.

L'aspect de la Russie s'est vu modifier. Grâce à ces changements, l'Union Soviétique, face à l'agression préparée contre elle, a pu créer une grande force défensive, elle a pu, pendant la guerre, devenir le plus puissant Etat de la coalition anti-hitlérienne et peser d'une manière déterminante sur la deuxième guerre mondiale. Ceci a contribué à la naissance de nouveaux Etats socialistes, parmi lesquels la Pologne. La zone du socialisme dans le monde s'est étendue sur de vastes espaces, allant de l'Elbe aux rivages de l'Océan Pacifique.

La victoire de la grande révolution en Union Soviétique et les progrès de son idéal dans le monde, ont permis au Parti communiste de Chine de libérer 600 millions d'hommes de joug colonialiste et de créer la deuxième puissance socialisme dans le monde. Grâce à ces transformations historiques, commencées il y a 40 ans, se sont ouvertes les perspectives réelles de libération des peuples colonisés et dépendants. Des Etats indépendants naissent en Asie et en Afrique : Inde, Indonésie, Egypte, Burma, Ghana, d'autres encore ; ils naissent, ils se consolident, ils jouent un rôle toujours plus important dans les relations internationales. Aucune force ne saurait faire régresser ce processus. Toute tentative de retour à la vie politique colonialiste et tout effort en vue de la " moderniser " n'y peuvent rien.

Le XXème Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a été le point crucial aussi bien pour l'U.R.S.S. que pour le mouvement ouvrier tout entier. L'unité du camp du socialisme se renforce, appuyée sur l'égalité des droits et la souveraineté de tous ses membres. Sa solidarité est inébranlable.

Aujourd'hui, à la veille du 40ème anniversaire de la Révolution d'Octobre, la puissance de l'influence exercée par le socialisme dans le monde, est plus grande que jamais.

Félicitations cordiales
aux créateurs du " Spoutnik "

Le socialisme du fait de la supériorité de sa science et de son organisation triomphe sur le capitalisme. La lumière du " Spoutnik", lune artificielle qui tourne autour de la terre, c'est la preuve tangible du triomphe de la science et de la technique soviétiques, c'est le symbole du chemin que l'URSS a parcouru

depuis 1917, depuis le chaos de l'après-guerre et des ruines d'un pays arriéré, parvenu au sommet des conquêtes scientifiques et techniques.

Le journal américain " New York Times " écrit ce qui suit sur cet important événement :

" Lorsque les Russes ont lancé dans les espaces cosmiques leur " Spoutnik " tout écolier a su que bien qu'un Anglais ait inventé la machine à vapeur, et que deux Américains aient accompli le premier vol dans les airs, c'est un Russe qui a commencé la nouvelle ère des fusées interplanétaires. Les habitants de la jungle, les Bédouins dans le désert, et tous les écoliers de la terre, doivent actuellement, jusqu'à un certain degré, identifier l'URSS à l'image de l'avenir ".

Camarades, permettez que de cette tribune et au nom de nous tous, j'adresse des félicitations cordiales aux savants, aux techniciens, et aux ouvriers qui ont contribué à cette victoire du socialisme dans la compétition pacifique avec les Etats capitalistes. Permettez que je félicite cordialement la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique et le gouvernement soviétique pour l'oeuvre qui est un point de départ vers une nouvelle époque.

La Révolution d'Octobre a vaincu sous le signe de la paix. Le mot d'ordre de la paix, est le programme du socialisme, c'est le programme de l'URSS et de tout le camp socialiste en ce 40ème anniversaire de la Révolution.

Deux courants contradictoires s'affrontent dans le monde actuel : aspirations à une coexistence pacifique et désir de maintenir et d'aggraver la tension. Le monde socialiste dans son ensemble se prononce pour la détente, pour la coexistence pacifique et pour la rivalité pacifique de deux systèmes. Le monde capitaliste est divisé.

Les forces hostiles à la détente
refusent la coexistence

Des forces hostiles à la détente dans la situation internationale agissent dans le monde capitaliste. Ce sont des forces qui ne veulent pas reconnaître la nécessité de la coexistence, nécessité résultant du fait objectif de l'existence des Etats socialistes. Ces forces sont intéressées à ce que l'état de tension dure et s'aggrave. Un tel état comme on le sait est grandement favorable aux capitaux investis dans les armements.

Les forces hostiles à la détente sabotent les efforts en vue du désarmement. C'est leur pression principalement qui a fait

que les travaux de la sous-commission du désarmement de l'ONU d'une durée de cinq mois n'ont dans le fait, abouti à aucun résultat. Ces forces, à la suite de l'apparition dans les espaces de la lune artificielle soviétique tendent à poursuivre le renforcement de la course aux armements - nous pouvons le dire sans métaphore - à l'échelle cosmique. C'est sous l'influence de ces forces qu'on envisage actuellement de diriger tous les entretiens relatifs au désarmement sur la dangereuse voie de la légalisation de ce qu'on appelle les conflits locaux, avec application des armes atomiques tactiques.

Ce qui n'écarte pas la menace d'un conflit mondial et ne fait que l'accroître.

La politique des cercles d'agression a abouti ces derniers temps à la création, dans le Proche-Orient, d'un nouveau et dangereux foyer d'incendie. Nous avons exprimé, plus d'une fois, nos prévisions en ce qui concerne les conséquences découlant de la politique formulée par la doctrine Eisenhower. Ces prévisions se voient confirmées actuellement en Syrie : la politique de domination, de pression et d'ingérence dans les affaires intérieures des peuples de cette région menace directement la Syrie. Les sympathies de notre peuple et de notre mouvement sont du côté du peuple syrien et de tous les peuples arabes. Ces peuples qui, il n'y a pas longtemps, étaient dans la dépendance, se sont éveillés à la vie autonome et ils n'abandonneront jamais leur indépendance chèrement conquise. Les tentatives de faire revenir en arrière le cours de l'histoire dans le Proche-Orient ne peuvent qu'aboutir à des complications dangereuses pour la paix mondiale. Il n'y a pas d'autres moyens de résoudre ce conflit, de même que les autres conflits analogues que d'adopter pour base le seul principe juste et équitable, à savoir le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de rechercher sur cette base une entente.

Une signification particulière représentent pour nous, et non seulement pour nous, les activités des forces hostiles à la détente internationale en République Fédérale Allemande.

Les cercles capitalistes de la République Fédérale Allemande ont conquis une position très forte dans l'économie des Etats continentaux de l'Europe Occidentale. Actuellement, ils aspirent à organiser une force militaire moderne et à l'accorder aux positions économiques et politiques acquises. Ils craignent donc que chaque pas accompli sur la voie de la détente puisse leur nuire. Ils sont hostiles en particulier aux plans de limitation des armements atomiques car ils pensent eux-mêmes doter la Bundeswehr en armes atomiques, ce qui leur permettrait de passer rapidement à un état où il pourrait égaler la Grande-Bretagne par exemple. D'où l'opposition particulièrement vigoureuse de la politique occidentale allemande dirigée contre les plans de désarmement.

D'autre part, la politique de la République Fédérale Allemande a un intérêt particulier à faire formuler par l'Occident les fameuses conditions politiques dont doit dépendre le désarmement. Comme on le sait, parmi ces conditions figure, en première place, la solution du problème allemand conformément aux souhaits du gouvernement de Bonn, c'est-à-dire qu'il s'agit de faire absorber la République Démocratique Allemande par la République Fédérale Allemande. La politique occidentale allemande exerce une pression sur l'Occident en vue du maintien de ces conditions politiques. Elle veut en faire un programme politique pour l'Occident tout entier, bien que dans le fait, seule Bonn peut en tirer des profits. A la suite de quoi la politique de Bonn est plus intransigeante à l'égard des symptômes de détente que la politique de nombreux groupes bourgeois dans les autres pays capitalistes.

Au surplus, les cercles révisionnistes qui ne veulent point renoncer aux prétentions territoriales, et avant tout à l'égard de nos terres occidentales, exercent leur influence sur la politique tendant à entraver la détente dans les relations internationales.

Le fait de parler du rôle particulier de la politique occidentale allemande s'opposant aux progrès de la coexistence ne signifie pas que nous ne voyions point en République Fédérale Allemande des forces hostiles aux entreprises hasardeuses. Nous savons qu'il existe de nombreux hommes politiques en Allemagne Occidentale qui jugent d'une façon critique l'impasse à laquelle a abouti le gouvernement de la République Fédérale Allemande en ce qui concerne sa politique orientale. Mais le ton qui domine toujours dans sa politique officielle ne peut ne pas susciter en nous de la méfiance.

Cette méfiance s'est vue aggraver du fait de la rupture par la République Fédérale Allemande de ses relations diplomatiques avec la Yougoslavie en réponse à la reconnaissance officielle par celle-ci de la République Démocratique Allemande. Peu d'années nous séparent de l'époque où l'Allemagne hitlérienne noyait dans le sang les peuples d'Europe et aussi les peuples de Yougoslavie. Ces messieurs de Bonn agissent aujourd'hui comme s'ils ne s'en souvenaient plus. La rupture des relations diplomatiques avec la Yougoslavie ne peut être considérée que comme une mesure dirigée non seulement contre la Yougoslavie, mais aussi contre la détente internationale.

Des voix se font entendre souvent en République Fédérale Allemande revendiquant la nécessité de normaliser les rapports entre la Pologne et l'Allemagne Occidentale ce qui va de pair avec les conceptions formulées depuis longtemps par le gouvernement polonais. La question se pose à présent de savoir comment faire concorder ces voix avec le fait de la rupture des relations avec la Yougoslavie. La Pologne a reconnu la République Démocratique Allemande dès le premier instant de son existence, et elle maintient avec elle les rapports les meilleurs au profit de nos deux Etats.

Par la notion de la normalisation des rapports avec le deuxième Etat allemand - la République Fédérale Allemande - la Pologne comprend une normalisation qui contribuera au renforcement à la fois de la paix en Europe et de la sécurité de notre pays. La politique orientale du gouvernement de la République Fédérale Allemande - comme en témoigne la rupture des relations diplomatiques avec la Yougoslavie - se manifeste dans un sens contraire. Etant donné cette situation, nous devons accorder une signification décisive aux faits et non aux paroles.

Un facteur important de l'actuelle situation internationale consiste en ce que les partisans de la guerre froide et de la tension ne sont pas les seuls à donner le ton à la politique des Etats capitalistes. Parmi les hommes politiques bourgeois, il en existe qui sont les partisans de la coexistence pacifique avec le monde socialiste. Ce sont ceux qui ne veulent point la guerre, et qui comprennent quels dangers elle comporte étant donné la technique militaire moderne. Ces hommes politiques sont des réalistes.

Le renforcement dans le monde du climat de coopération contribue la politique pacifique des Etats d'Asie et d'Afrique, à l'occasion de quoi il convient plus spécialement d'apprécier le rôle et l'importance de l'Inde. La politique de la coexistence pacifique trouve un reflet toujours plus vigoureux dans la position de certains partis social-démocrates.

La politique de la coexistence pacifique est liée indissolublement à la cause du désarmement. La Pologne qui dans sa politique étrangère s'inspire d'une sincère volonté de consolider la paix, appuie les propositions concrètes de désarmement formulées par l'Union Soviétique, et elle est prête à appuyer toute mesure réelle des autres Etats tendant au désarmement.

Le problème le plus important de l'heure est de promouvoir l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et thermonucléaires. Nous ne croyons pas, pas plus sans doute qu'aucun homme simple et honnête, que l'on puisse à la fois vouloir la paix et s'obstiner à proclamer le droit à la guerre atomique, que l'on puisse exiger non pas l'interdiction mais la légalisation de cette guerre. À l'ère des fusées téléguidées, à l'ère du perfectionnement des armes de destruction massive tel que le danger menaçant toutes les parties du globe est devenu évident, l'attitude adoptée à l'égard de l'interdiction des armes thermonucléaires représente une ligne de partage entre la raison et la folie.

La conception de la création de zones d'armements limités dans les régions limitrophes des deux blocs possède une signification importante pour la liquidation du climat de guerre froide et de son remplacement par une coopération pacifique.

Nous avons récemment déclaré que nous sommes prêts - dans le cas de l'adoption d'une décision analogue par les Etats allemands :

la République Fédérale Allemande et la République Démocratique Allemande - à éliminer du territoire polonais les armes atomiques et thermonucléaires, et nous avons proposé que ces armes ne soient ni produites, ni stockées sur les territoires des deux Etats allemands et de la Pologne. Comme on le sait, la Tchécoslovaquie s'est déclarée également prête à inclure le territoire de son Etat dans cette zone exempte d'armes atomiques. La République Démocratique Allemande partage aussi pleinement cette conception. Nous nous sommes mis d'accord avec les autres pays membres du Pacte de Varsovie sur le fait qu'ils accepteront une telle limitation des formes de la participation à ce pacte de la Pologne, de la République Démocratique Allemande et de la Tchécoslovaquie.

L'accord donné par la République Fédérale Allemande à cette proposition constituerait une mesure concrète qui contribuerait plus que toutes les déclarations formulées jusqu'à présent, à l'amélioration des rapports entre la Pologne et la République Fédérale Allemande.

Au cours de l'année dernière, nos relations avec de nombreux pays capitalistes se sont notablement améliorées. Nous avons été l'objet d'une série de déclarations exprimant de la sympathie à l'adresse de la Pologne. Il ne fait pas de doute que la reconnaissance officielle de notre frontière occidentale par ceux des Etats qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent, et qui expriment, en même temps, leur sympathie pour la Pologne, serait un acte concret en vue de la normalisation des rapports en Europe et de la consolidation de la paix.

Notre amitié pour les pays socialistes

Tout en poursuivant notre politique de coopération avec tous les pays, nous attachons la plus grande importance au resserrement des relations amicales et fraternelles avec les pays du camp du socialisme.

Notre visite en Yougoslavie a été aussi un acte politique contribuant au renforcement de la solidarité des Etats socialistes et un exemple montrant comment cette solidarité influe positivement sur la cause du renforcement de la paix dans le monde. Notre rencontre avec les camarades yougoslaves a contribué au resserrement des liens entre les deux partis, sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien qui nous sont communs.

La reconnaissance de nos frontières occidentales par le gouvernement yougoslave a été le complément logique des relations cordiales et amicales qui, après des années d'obstacles, lient à nouveau nos partis et nos Etats.

Notre politique étrangère est stable et immuable. Nous continuerons à renforcer notre coopération avec le camp du socialisme, à renforcer l'attitude solidaire des Etats socialistes à l'égard des problèmes internationaux, nous agissons avec conséquence à la fois en faveur de la paix et du développement de la coopération avec les Etats à systèmes sociaux différents.

*

Camarades !

Par cette revue des plus importants problèmes internationaux actuels, nous avons complété le tableau de la situation où se trouve actuellement le pays et le Parti. Lorsque nous cherchons des moyens en vue de la solution des différents problèmes que nous propose la vie qui va se développant constamment, nous devons toujours prendre le parti pour point de départ dans ces recherches. C'est que le Parti est à la base de l'efficacité des moyens tendant à la solution des problèmes déterminés. Le Parti est le moteur qui fait actionner ces moyens. Les problèmes qui naissent dans la vie de la classe ouvrière, dans la vie du peuple tout entier sont résolus par les forces de cette même classe ouvrière et de ce même peuple. Le Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière et des masses laborieuses est leur dirigeant, le dirigeant du peuple tout entier. C'est de lui que dépend la façon dont la classe ouvrière et le peuple résoudront les problèmes existants, car c'est lui qui doit diriger le processus de leur solution.

Les meilleurs moyens ne donneront pas de résultats si ces moyens ne sont point appliqués. Les maux de tête ne sont pas guéris du fait de l'invention des remèdes les plus efficaces. C'est leur application qui donne seulement les résultats attendus. Les résolutions prises par le Parti peuvent contenir les directives les plus justes, elles peuvent établir les moyens et la manière de résoudre différents problèmes posés par la vie et, en même temps, ces problèmes demeureront sans solution si le Parti n'accorde pas son travail à la vie pratique.

Le Parti sert de point de départ en vue de vaincre toutes les difficultés dont il a été question dans ce rapport ; il est la principale force qui est la condition même de la réalisation des moyens qu'il convient d'appliquer aux fins de vaincre ces difficultés. C'est pourquoi devant la présente session plénière, le problème se pose de nouveau de placer les forces et les capacités du Parti à la hauteur des tâches qui se posent à lui.

Le Parti, en tant qu'entité, est le dirigeant d'une classe et du peuple. En même temps, le Parti possède sa propre direction qui résulte de l'organisation de sa structure. De l'efficacité des activités du Parti dépend la façon dont se manifeste son rôle dirigeant dans les masses laborieuses et le degré auquel il est lié à la classe ouvrière et au peuple. En même temps, l'efficacité des activités du Parti dépend de sa direction à tous les échelons.

Cette direction, c'est-à-dire tous les comités du Parti, le Comité Central pour commencer et les comités d'entreprise et de commune pour finir, est responsable de l'état du Parti, de son efficacité et de sa capacité d'agir. C'est sur cette direction que pèse le devoir principal de la réalisation pratique des résolutions prises par la présente session plénière.

En appliquant et en dirigeant l'action de la vérification de la qualité de membre du Parti, en éliminant de ses rangs des hommes qui, par leurs agissements, ont prouvé qu'ils sont indignes de la qualité de membre du Parti, les comités de Parti à tous les échelons doivent s'inspirer du profond souci du bien du Parti, ils doivent agir judicieusement, étudier à fond chacune de leurs mesures et chacune de leurs décisions.

L'action envisagée, et déjà partiellement en voie d'accomplissement, qui a pour objet de renforcer l'efficacité des activités du Parti du fait de l'élimination de tout ce qui freine ladite efficacité doit être pleinement appréciée par chaque comité de Parti et par chaque militant de notre Parti. L'échelle de l'action envisagée est d'une ampleur inconnue jusqu'à présent dans la vie intérieure de notre Parti. C'est pourquoi il est demandé aux comités de Parti de faire preuve d'une grande prudence et de sagacité dans leur réalisation de cette action. Ils ne doivent perdre de vue pour un seul instant le fait que les organisations du Parti et le Parti, en tant qu'entité, doivent se trouver à la suite de cette action renforcés du point de vue idéologique, politique et d'organisation.

Ce but doit guider tous ceux qui réaliseront cette action.

De toutes les tâches qui se posent à nous, celle-ci est la plus importante. Bien que diminué quantitativement, mais homogène, uni, et combattif, le Parti, auquel l'acquit immortel de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme sert de guide, sera capable de résoudre tous les problèmes de notre vie, il entraînera à sa suite la classe ouvrière, les masses populaires et le peuple tout entier vers de nouvelles victoires dans l'édification du socialisme dans notre pays.

C'est un tel Parti qui verra se dérouler dans un proche avenir son congrès.

Bulletin polycopié au Bureau d'Informations Polonaises, 23, rue Taitbout - Paris 1X^o

Gérant: Le Service de Presse de l'Ambassade de la République Populaire de Pologne à Paris.